après la rencontre Sadate-Bégin UN ÉTAT PALESTINIEN EN 1978?

dossier les cadres

Hebdomadaire - paraît le samedi - N°482 - 26 novembre 1977 - prix : 4 F

avec ses 120 F BARRE SE FOUT DU PEUPLE

Menaces de suicide contre Klaus Croissant

en Iran: des milices civiles aux côtés de la police; une répression sauvage des manifestations p.24

sommaire

DANS LE MONDE

Pages 4 et 5 :

Un Etat palestinien en 1978?

Cyclones sur l'Inde : une catastrophe amplifiée par la misère.

Colombie : 40.000 travailleurs dans les rues de Bogota.

Après les élections en Grèce : la gauche progresse, mais pour quoi faire?

Le Parti Communiste Italien appelle à la déla-

L'internationale des appareils policiers.

Carrillo, ambassadeur de l'Espagne juan-carliste

Menaces de « suicide » contre Klaus Croissant.

Portugal : le régime en crise.

EN FRANCE

Dans l'extrême-gauche et dans sa presse. Page 16

Barre à Tours : baratin.

- Chirac pour Paris : les platanes se meurent, les parc-mètres fleurissent.

Page 17

L'embauche des jeunes : du bluff pour les jeunes, tout bénéfice pour les patrons.

Annonce de licenciements à la Saviem et à

Pages 18 et 19

Grève dans les cafés-restaurants de Toulouse.

Quand Creusot-Loire pousse à l'accident. CHR Bordeaux : innovations coûteuses et misère quotidienne.

Dans les entreprises : Renault-Billancourt ; Pontcharra (Isère) ; LBM (Vierzon) ; Assurances Nord (Paris).

- Le chômage dans le Nord : Fourmies, Aniche.

DOSSIER —

Pages 11 à 15 LES CADRES

Les cadres jugés par les travailleurs.

Le piège du corporatisme. La gauche et les cadres.

DIVERS

Films: Nous sommes tous des Juifs arabes en Israël de Igaal Niddam; Bobby Deerfield de Sydney Pollack; Audrey Rose de Robert Wise.

Pages 22 et 23

Livres : La plume au poing de Claude Estier ; Héritiers de l'avenir de Pierre Mauroy; La comédie du pouvoir de Françoise Giroud; John l'enfer de Didier Decoin; Electronucléaire danger du groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épulsement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoisme de

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisle, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer euxmêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et lis savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et Internationalistes .

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28 4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)

Impression : OMNI-PRESSES

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF... EN BREF...

• La CFT change de nom, les nervis restent

La CFT vient, au cours de son congrès extraordinaire de Marseille, de prendre la décision de changer de sigle. La Confédération Française du Travail s'appellera désormais « Confédération des Syndicats Libres ».

C'est que « la marque CFT était lourde, trop lourde à porter » a expliqué au congrès le secrétaire général de la CFT, M. Blanc. Certes. Le sigle CFT évoque plus les multiples exactions commises par

ses nervis, surtout depuis l'assassinat en juin dernier de l'ouvrier Pierre Maître à Reims, qu'une quelconque confédération ouvrière.

Pour les syndicats ouvertement corporatistes qui avaient choisi une telle affiliation à la CFT, une telle réputation rendait désormais peu crédibles les vertus de la collaboration de classes dont ils se faisaient les zélateurs. Il était temps de trouver une étiquette moins compromise. En outre, c'était bien

joli d'avoir servi en prime de couverture légale aux milices patronales de Citroën, Simca ou autres... Mais il arrive un temps où la couverture devient farouchement trop transparente et où il urge d'en changer. Mais à coup sûr, les hommes de main du patronat qui choisiront désormais de se déguiser en « syndicalistes libres » auront du mal à avoir l'air moins patibulaires...

P.S.

Les inquiétudes militaristes du PCF

blée, le 18 novembre dernier, des d'équipement militaire. l'Humanité s'est inquiétée de ce que ce budget ait été voté sans que le Premier ministre n'ait « rien dit qui puisse apporter quelque apaisement » quant au « tassement de la volonté de dissuasion du gouvernement » dénoncé par... Debré. Ce qui inquiète l'Humanité,

ESPELIDOU:

LES SIENS

DIEU RECONNAIT

Le Père Fabre vient d'être

nommé, la semaine dernière, « conseiller technique à vie

de l'Espélidou, établissement pour enfants handicapés de

l'Hérault. Et l'on peut dire qu'en fait de « conseiller technique »,

il ne manque pas de titres c'est lui en effet qui dirigeait ce même établissement, il y a

bientôt deux ans, quand une fillette de treize ans et demi est morte d'étouffement dans une

camisole de force où ce « bon

Père » l'avait laissée sans surveillance. A la suite de cette at-

faire, il avait été inculpé non

seulement d'homicide involontai-

re, mais aussi de coups et bles-

sures volontaires, de violences

et voies de fait sur mineure de moins de 15 ans. Et aujourd'hui,

après cinq mois de prison, pla-cé sous contrôle judiciaire et

interdit de séjour dans le dé partement de l'Hérault, il attend C'est donc ce « pédagogue éclairé » qui a été nommé « conseiller technique à vie

A la suite de cette nomina-

tion, le secrétaire d'Etat à l'ac-

tion sociale a demandé au pré-

fet de désigner un administra-

teur provisoire dans l'établis-sement, et le cardinal Marty a

sommé, de toute son autorité ecclésiastique, le Père Fabre

de cesser toute relation avec

Apparemment sans succès puisque ce dernier n'en reste

pas moins » conseiller techni-

que à vie ». Et si, le scandale

aidant, la fonction n'est peut-

être destinée qu'à être « ho-

norifique » (à titre d'hommage

pour vieux services rendus?), il faut croire que ce bon apôtre

dispose de sérieux appuis, et

Réunion publique LUTTE OUVRIERE Salle

des Conférences

Palais du travail

VILLEURBANNE

Vendredi

2 décembre 1977

Annie DESCHAMPS

pas seulement au ciel..

de l'Espélidou.

l'établissement!

« sans qu'une quelconque assurance concernant la dissuasion nucléaire, sans que la date de mise en chantier d'un sixième sousmarin nucléaire lance-engins (ait) été communiquée par le gouverne-

Il est vrai que dans son « budget du changement » - sorte de contre-budget élaboré par le PCF

celui-ci prévoyait une « rallonge » de trois milliards de francs pour l'armée.

Et le seul « changement » qui soit perceptible dant tout ça, c'est celui de la politique du PCF qui, après avoir, pendant des années, dénoncé la force de frappe et la bombe atomique, s'en fait aujourd'hui le meilleur défenseur... aux côtés d'un Debré. J.L.C.



en 1969. A l'époque, le PCF dénonçait la force de frappe. Aujourd'hui, il s'inquiète avec Debré de savoir si le budget Barre permettra de mettre en chantier un sixième sous-marin nucléaire.

Le « Redoutable », le premier sous-marin atomique français lors d'un essai

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE pour une période de un an : prix : 120 F	NOM :
pour une période de six mols : prix : 70 F	
LUTTE DE CLASSE	Prénom :
pour une période de un an : prix : 50 F	
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)	1.
CEUX DU TECHNIQUE	Adresse:
pour un période de un an : prix : 10 F	
mensuel destiné aux élèves du technique et	
aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ou-	Code postal :
Ci-joint la somme totale de : francs	

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233. 75865 Paris Cedex 18. (1) Rayer les mentions inutlles.

Une prime: 0,30 F par jour pour compenser la hausse des prix LAISSERONS-NOUS BARRE

SE MOQUER PLUS LONGTEMPS DES TRAVAILLEURS?

I faut vraiment tout le cynisme et l'arrogance d'un politicien de droite comme Barre pour penser que l'octroi aux travailleurs manuels d'une prime de 120 F, en guise de cadeau de fin d'année, puisse faire oublier à tous, et la baisse du niveau de vie, et le chômage. Et pourtant, cette prime, c'est tout ce que Barre a proposé de nouveau, en matière de politique salariale ; une prime dont le montant est aussi faible et ridicule qu'est grand le mépris de celui qui la donne.

Accorder 0,30 F par jour aux travailleurs, pour compenser la hausse des prix, il fallait oser le faire! Et Barre a osé, au moment où les colonnes des journaux s'emplissent de statistiques qui dénoncent le bas niveau des salaires en France. Un travailleur sur trois est contraint de vivre avec moins de 2 000 F par mois dans ce pays ; un million de salariés ne gagnent pas le SMIC. Et Barre explique à tous ceux-là qu'il leur faudra faire des efforts, ne pas trop demander, accepter que les salaires n'augmentent que de 10 % alors que la hausse du coût de la vie atteint 13 %, selon les chiffres officiels truqués ! Barre pousse même l'arrogance jusqu'à mettre en garde contre « l'évolution échevelée des rémunérations »!

Le gouvernement continue à marquer des points dans son offensive contre les travailleurs. Quand Barre affirme que les sacrifices sont nécessaires, que rien ne peut être accordé qui ne soit « compatible avec les contraintes de notre situation économique », il ment effrontément. Car il sait que les frais de la crise ne sont pas supportés de la même façon par tous, il sait que le niveau de vie des salariés baisse,

mais que les profits des trusts continuent à croître et à multiplier, ce que prouvait, chiffres à l'appui, une enquête toute récente du journal patronal l'Usine Nouvelle.

Face à cette politique anti-ouvrière de plus en plus arrogante de ceux qui nous gouvernent, CGT et CFDT proposent une journée de grève, le premier décembre, et encore pas partout. FO et CFTC s'abstien-

Mais que fera une grève symbolique? Rien, tout le monde le sait et les dirigeants syndicalistes les

On nous dit, bien sûr, que les élections de mars 1978 pourraient changer tout cela. Mais qui y croit encore ? Qui croit que la gauche, même si elle arrive au pouvoir, changera réellement le sort de la classe ouvrière ? Personne. Ni Marchais, ni Mitterrand n'osent même plus le dire.

Les partis de gauche, les centrales syndicales renoncent, lâchement, bassement, à appeler les travailleurs à une contre-offensive contre la bourgeoisie qui profite de la crise et le gouvernement qui organise la disette.

Tous ces gens-là méritent mille fois que nous nous fâchions. La déclaration des Droits de l'Homme proclamait le droit à l'insurrection contre la tyrannie. Nous devrions, nous aussi, comprendre que nous avons le droit à la révolte contre le cynisme de dirigeants politiques qui nous croient plus bêtes que nous sommes.

Arlette LAGUILLER

Incendie du CES de La-Celle-Saint-Cloud

LE CYNISME DES RESPONSABLES

incendie a ravagé un bâtiment du lycée Corneille à La-Celle-Saint-Cloud, heureusement sans faire de victime. Déclenché à trois heures du matin, il s'est propagé à une vitesse prodigieuse, et à l'arrivée des pompiers, quinze minutes plus tard, il avait déjà gagné tout le troisième éta-

Et ce nouvel incendie se produit alors même que se déroule le procès des responsables de la construction du CES Pailleron, au moment où la lourde responsabilité et des constructeurs et du ministère sont sur la sellette. Quelle preuve, plus que tout discours, de la justesse des craintes et des protestations des parents d'élèves.

Car ce bâtiment était d'une construction d'un type voisin de celle du CES Pailleron. Pourtant depuis l'incendie de Pailleron, l'Association des familles des victimes ainsi que les associations de parents d'élèves dans toute la France ont mené toute une campagne sur la sécurité dans les bâtiments scolaires, dénon-

Dans la nuit du 22 au 23 novembre, un çant en particulier le maintien en service de ces bâtiments. Et quelques jours avant l'incendie de La-Celle-Saint-Cloud, la Fédération Cornec dénonçait le fait qu'il existait encore quatre-vingts établissements du type de Pailleron et sept-centcinquante autres d'un type voisin.

> Au lycée Corneille lui-même, l'Association des parents d'élèves et les enseignants avaient mené toute une campagne pour obtenir la désaffection du bâtiment dangereux. Les commissions centrales et départementales de la sècurité avaient dû, elles, faire leurs enquêtes et en avaient conclu tout un programme de travaux à effectuer pour améliorer la sécurité : « il ne s'agissait même pas de rendre le bâtiment moins combustible » - explique le secrétaire du Comité de sécurité du lycée - « c'était impossible. Il s'agissait de mesures compensatoires propres à ralentir la propagation du feu ». Eh bien, même ces mesures ne furent pas prises : le coût des travaux prévus par les commissions était évalué à environ

cinq millions, le gouvernement n'a pas déboursé un sou ; ce n'est que deux ans après que quelques-uns des travaux avaient été faits grâce à un crédit d'un million prêté par la municipalité. Et puis, pour diminuer les conséquences d'un éventuel incendie, on avait décidé de ne plus utiliser le troisième étage!

On ne connaît pas encore les causes précises qui ont déclenché l'incendie, mais le sieur Haby s'est empressé de donner avec cynisme sa propre hypothèse : « La campagne faite autour du procès Pailleron est, à certains égards, une sorte d'incitation à multiplier les expériences d'incendie. Il n'est pas absolument exclu que quelqu'un en ait été inspiré ». Décidément, le ministre de l'Education nationale ne manque pas de culot. Car ce que l'on sait par contre très bien, c'est pourquoi l'incendie s'est propagé si vite, c'est aussi que l'entière responsabilité du choix de ce type de construction incombe au gouvernement.

Le PCF vous en donne plus

Barre veut bien octroyer une aumône de 120 F aux travailleurs manuels. Le Parti Communiste s'en indigne, à juste titre. Mais l'Humanité du jeudi 24 novembre riposte en titrant à la Une : « 500 F tout de suite », c'est-à-dire, précise l'article qui suit, l'attribution d'une prime de 500 F de fin d'année aux salariés gagnant moins de 2500 F. En un mot, le PCF fait de la surenchère... dans la charité. On connaissait déjà les dîners de Noël pour les vieux présidés par tel ou tel membre du gouvernement. Le Parti Communiste, une semaine avant cette journée du 1er décembre qu'il n'a pas hésité à qualifier de « suite au 24 mai » donne comme objectif à la mobilisation des travailleurs... un plus beau cadeau de Noël que celui prévu par Barre!

A chacun ses ambitions...

Pour compléter le tableau, il ne manque plus que Mitterrand qui vienne réclamer une prime de 350 F, pour être logique avec lui-



De Nasser à Sadate

Il semble loin maintenant le temps où l'Egypte apparaissait non seulement au sein du monde arabe, mais aussi face à tout le tiers-monde comme une des figures de proue d'un « socialisme » non engagé, comme un des principaux représentants de l'anti-impérialisme.

Et le geste de Sadate se rendant en Israël, geste impensable il y a seulement quelques années, est en fait l'aboutissement d'une longue évolution qui ramena progressivement l'Egypte dans le sillage de l'impérialisme américain.

Certes, Anouar el Sadate et même Nasser ne furent jamais des dirigeants anti-impérialistes. Mais seulement des bourgeois nationalistes qui, poussés par l'intransigeance de l'impérialisme, espérèrent un temps profiter de la division du monde en deux blocs antagonistes, afin de tenter de préserver une indépendance relative.

Après le coup d'Etat des « Officiers Libres », qui renversa le régime corrompu de Farouk en 1952, c'est d'abord du côté des Etats-Unis que Nasser rechercha les moyens de financer ses projets économiques.

Mais en cette période de guerre froide, l'impérialisme américain n'était disposé à soutenir ses projets, comme la construction du barrage d'Assouan, qu'à la seule condition de rester totalement le maître du jeu; c'est cette intransigeance que refusa le dirigant nationaliste qui, en désespoir de cause, se tourna vers !'URSS.

Face au refus américain, « c'est le canal qui paiera pour le barrage », cette phrase prononcée par Nasser dans son fameux discours d'Alexandrie annonçait la nationalisation du canal.

Ce geste, ainsi que la construction du barrage d'Assouan avec l'aide soviétique, et toute

la politique pan-arabe prônée par le dirigeant du Caire firent certes la réputation anti-impérialiste du Raïs. Mais toute cette politique n'était pas seulement une vulgaire démagogie. Elle répondait aux vœux d'une fraction importante de la bourgeoisie nationaliste qui, face à l'impérialisme, entendait se donner les moyens de faire naître un marché capitaliste au Moyen-Orient, permettant un plus large développement de la bourgeoisie nationale.

Pour cela, Nasser entreprit une politique d'industrialisation encadrée par l'Etat. C'est ainsi qu'en 1961 les banques, les compagnies d'assurances et de nombreuses entreprises de l'industrie furent nationalisées. Certos, il fallait tout le prestige personnel de Nasser, toute une démagogie qui prenait appui sur de réels sentiments de dignité éprouvés face à l'oppression mpérialiste par la population égyptienne. Mais il fallait aussi la pression constante de la menace d'Israël pour lui permettre d'atteler le pays à cette tâche, et détourner vers l'ennemi extérieur les mécontentements nombreux que pouvait avoir la population égyptienne.

Certes, les événements l'ont prouvé, les rêves de la bourgeoisie égyptienne devaient se heurter aux limites infranchissables que la domination impéraliste mondiale oppose aux ambitions des bourgeoisies nationales, trop tard venues sur la scène politique. L'unité arabe, elle, s'est révélée aussi être un mythe pour la simple et unique raison qu'il n'est pas possible de fusionner démocratiquement des Etats représentant chacun des intérêts de bourgeoisies différentes.

Alors le tournant a été pris dès avant la fin des années soixante, dès avant la mort du Raïs. Les échecs supportés par toutes les expériences nassériennes, les coups portés à l'Egypte par la politique d'Israël amenèrent Nasser puis son suc-

UN ETAT

Pendant deux jours, le monde entier a eu les yeux tournés vers Jérusalem, dans l'attente de ce qui pourrait sortir, au-delà des embrassades et des poignées de main, de cette rencontre historique entre Begin et Sadate. S'il est un conflit qui fut long, acharné et meurtrier, s'il est un conflit qui, de part et d'autre, poussa au comble de l'exaspération les sentiments nationalistes, ce fut bien celui du Moyen-Orient.

Que Sadate et Begin, aujourd'hui simplement se rencontrent est donc un événement qui a soulevé un immense espoir de paix dont on peut toujours se demander s'il sera déçu ou conforté.

Certes, à première vue, il n'est rien sorti de concret de cette rencontre. Begin et Sadate ont affirmé haut et clair leur volonté commune de paix; mais ni l'un ni l'autre n'ont pourtant cédé le moindre pouce de terrain. Sadate a réexposé, fermement, les exigences du camp arabe en ce qui concerne un règlement politique au Moyen-Orient : retrait d'Israël de tous les territoires occupés à la suite de la guerre de 1967 et reconnaissance d'un Etat palestinien. Begin, de son côté, non seulement s'est refusé à prendre position publiquement sur ces questions, mais il les à à peine évoquées.

Chacun donc campe sur ses positions; chacun fait montre de la même intransigeance. Pourtant, cette intransigeance apparente des Begin et des Sadate ne prouve nullement qu'il ne doive rien sortir de cette rencontre, et c'est-même raisonnablement qu'on peut aujourd'hui se demander si un Etat palestinien n'est pas sur le point de voir le jour au Moyen-Orient.

Il est possible que Begin et Sadate se soient préalablement mis d'accord sur un règlement de paix au Moyen-Orient, que l'un et l'autre soient prêts aux concessions, mais qu'avant d'annoncer publiquement celles-ci, l'un et l'autre, animés par la même prudence, auraient choisi d'utiliser ce voyage spectaculaire comme un terrain d'essai, comme un test apte à vérifier s'ils ont le consensus national et populaire nécessaire pour s'engager dans cette voie. Dans les cœurs des peuples d'Israël et des Etats arabes, les désirs de paix pourraientils aujourd'hui l'emporter sur le nationalisme exacerbé depuis des dizaines d'années?

A supposer que Begin et Sadate veuillent aujourd'hui la paix — parce qu'ils l'estiment favorable au maintien de leurs régimes — ontils le crédit nécessaire pour l'imposer?

C'est ce que le voyage de Sadate en Israël devait permettre en partie de mesurer.

L'accueil qui lui a été réservé en Israël fut des plus chaleureux si l'on en juge par ce qu'en ont dit et montré la presse et la télévision, et tendrait à prouver que les aspirations à la paix sont profondes chez la plupart des israéliens.

Il est vrai que Begin a eu le beau rôle. Sadate, le dirigeant le plus représentatif du monde arabe, le chef du plus grand Etat de ce monde, est venu en Israël même reconnaître le droit à l'existence de l'Etat sioniste. La victoire pour Begin est donc immense. Le nouveau dirigeant israélien a donc renforcé son crédit, un crédit qu'il serait peutêtre désormais en mesure d'utiliser jusqu'à faire admettre la concession d'un Etat palestinien, s'il est certain en échange, d'obtenir une paix que s'engageraient à respecter l'ensemble des autres Etats arabes.

En d'autres temps et d'autres lieux, on a vu aussi un De Gaulle, homme politique de droite tout comme Begin, faire admettre à la fraction la plus réactionnaire et nationaliste de l'opinion française, l'idée et le fait de l'abandon de l'Algérie. Et se faire acclamer sur cette politique — grâce à son crédit d'homme de droite — là où les politiciens de gauche s'étaient fait désavouer, et avaient cédé.

Mais la lâche de Sadate, elle, s'annonçait plus difficile. Non seulement l'annonce de son départ pour Jérusalem n'a pas soulevé l'enthousiasme populaire, mais elle a recueil-li une certaine désapprobation dans les milieux politiques, au point que deux des membres de son gouvernement ont jugé bon de démissionner. De nombreux dirigeants d'autres Etats arabes affirmaient eux aussi publiquement leur réprobation, pour ne pas dire, pour certains, leur ferme désapprobation.

Pourtant, après coup, on peut dire que Sadate a marqué, lui aussi, un point. Finalement, c'est en vainqueur qu'il est revenu dans son pays, acclamé apparemment par les foules. En Egypte aussi, les aspirations à la paix semblent aujourd'hui prendre le pas sur les sentiments nationalistes bellicistes. Mais si Sadate semble aujourd'hui en mesure de faire accepter à la population égyptienne un règlement du conflit, reste bien sûr pour le dirigeant égyptien à en convaincre les autres Etats arabes.

Là réside encore la grande inconnue. L'issue de la situation réside maintenant bien plus dans les mains d'Israël que dans celles de l'Egypte. Sadate et Begin ont pu mesurer que li'dée d'une paix éventuelle n'entraîne ni chez le peuple israélien, ni chez les peuples arabes d'hostilité profonde. Tout au contraire. Et si demain, Israël annonce son acceptation de la création d'un Etat palestinien, à coup sûr, la situation au Moyen-Orient peut être désamorcée et le règlement ne plus poser qu'un problème de délais.

Ainsi. le peuple palestinien pourrait se voir reconnaître un Etat, la Cisjordanie peut-être, mais un Etat qui, s'il satisfait des aspirations à la dignité nationale légitime, ne résoudra pas le problème de la misère et du sous-développement.

Et à coup sûr, cette paix que préparent peutêtre maintenant les Sadate et les Begin en spéculant sur les meilleurs sentiments de leurs populations respectives ne respectera pas plus les intérêts des peuples de cette région du monde que la politique belliciste qu'ils ont menée depuis plus de trente ans.

Ce sera une paix fondée sur l'exploitation, une paix fondée sur l'oppression, et, de ce fait, une paix précaire, illusoire, qui ne masquera qu'un temps la réalité de la guerre des classes.

Michelle VERDIER

cesseur Anouar el Sadate à une politique moins nationaliste et pan-a: abe, les forcèrent à rechercher un compromis honorable avec l'impérialisme américain, voire même avec Israël.

Aujourd'hui, le « nassérisme », cette possibilité de « chicoformer » toute la population au nom du nationalisme et de l'unité, est mort. Et ce n'est pas Sadate, ni les circonstances politiques actuelles qui permettront de rééditer une telle politique. Au contraire même. C'est pourquoi Sadate s'est orienté vers une politique dite d'ouverture. Et la « dénassérisation » de l'économie, avec le retour d'un certain nombre de secteurs nationalisés aux mains du capital privé, l'appel aux investissements étrangers assor-

tis de conditions fiscales privilégiées... s'est immanquablement accompagné d'un rapprochement avec la monarchie de l'Arabic Saoudite et avec l'impérialisme américain.

La rencontre Sadate-Begin qui a semblé si surprenante s'inscrit dans la logique de cette évolution.

G.L.

PALESTINIEN EN 1978?

Le bellicisme des États arabes n'a jamais représenté les intérêts des peuples arabes

En 1948, les pays arabes dans leur ensemble refusèrent de reconnaître l'Etat d'Israël qui venait de se constituer. Et si les Etats arabes invoquaient alors pour justifier leur hostilité à Israël, la spoliation des Palestiniens et le fait que l'Etat sioniste avait été établi par l'impérialisme américain, ils étaient eux-mêmes les pions d'autres puissances impérialistes, la Grande-Bretagne en particulier. Et pendant trente ans ils se sont servi des Palestiniens pour justifier leur hostilité à l'Etat

ISRAEL GENDARME DU MOYEN-ORIENT

Il est vrai que toute la politique d'Israël depuis sa naissance témoigne du fait que cet Etat joua le rôle de principal gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient, même s'il n'était pas le seul Etat à jouer ce rôle dans cette région. En 1956, alors que Nasser prenait un peu de champ vis-à-vis de l'impérialisme, ce qui le conduisit à nationaliser le canal de Suez, c'est l'armée israélienne qui franchit la frontière égyptienne afin de soutenir l'intervention francoanglaise. En 1958, c'est Israël qui autorisa l'aviation britannique à survoler son territoire pour qu'elle puisse porter secours à la monarchie irakienne. En 1970. quelque temps seulement avant le « Septembre noir » - le massacre des Palestiniens réfugiés en Jordanie par les armées d'Hussein - c'est encore Israël qui menaca d'intervention les réfugiés arabes de Jordanie, au cas où ceux-ci tenteraient de renverser Hussein.

En 1967, la guerre « des Six Jours » éclata, une guerre qui s'inscrivit alors dans le cadre de l'offendive lancée depuis quelque temps par l'impérialisme américain pour mettre un terme aux velléités d'indépendance de certaines bourgeoisies arabes. Et la politique de l'Etat

hébreu consistera à défendre avec le sang de la population juive, les intérêts impérialistes.

Et n'est-ce pas encore Israël qui durant les derniers événements du Liban, prêta main-forte, avec l'aide cette fois de la Syrie, au camp réactionnaire des Phalanges contre la gauche et les Palestiniens ?

ISRAEL, UN ALIBI POUR LES REGIMES DICTATORIAUX

C'est pourquoi, dans tous les conflits qui opposent Israël aux divers Etats arabes, tant en 1956 qu'en 1967 ou en 1973, les révolutionnaires que nous sommes ne furent pas neutres, mais choisirent le camp des Etats arabes, parce que ceux-ci combattaient un Etat qui s'était fait consciemment le représentant et le défenseur des intérêts de l'impérialisme américain au Moyen-Orient.

Mais ce choix d'un camp n'impliqua jamais un alignement sur la politique des dirigeants nationalistes arabes. Car ce nationalisme exacerbé, lui, n'a jamais été justifié. Après tout, si les Etats arabes avaient véritablement représenté les intérêts de leurs peuples, ils auraient dû, ils auraient pu désamorcer la politique de l'Etat sioniste. Seulement, dans la mesure de leurs moyens, ils défendent eux aussi l'ordre impérialiste.

Et le bellicisme a constitué l'axe privilégié de leur politique depuis 30 ans : la quasi-totalité des gouvernements arabes a prêché, avec plus ou moins de conviction, la nécessité de véritables guerres saintes.

Le nationalisme des Etats arabes n'a jamais été autre chose qu'un exutoire facile pour justifier l'Union sacrée contre l'ennemi extérieur tout en maintenant leurs peuples sous un joug féroce.

Dans tous les pays arabes, les organisations ouvrières étaient interdites, les militants communistes pourchassés, les grèves sauvagement réprimées, la classe ouvrière muselée, la paysannerie écrasée d'impôts, pressurée au maximum pour qu'une infime minorité de privilégiés se payanne dans le luxe le plus provocant.

Et aujourd'hui, le geste de Sadate n'est pas une « trahison » de la cause du peuple arabe pour la bonne raison que sa politique belliciste passée n'a jamais représenté les intérêts des peuples arabes.

Les régimes syrien, libyen, algérien qui ont qualifié de « Samedi noir de la Nation arabe » le jour où le président égyptien a foulé le sol d'Israël ne représentent pas plus que le régime égyptien les intérêts des populations arabes. Et ce n'est pas leur radicalisme verbal, leur bellicisme qui pourra faire oublier qu'ils sont eux aussi les garants de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.

Georges LATTIER

La cause palestinienne :

un alibi pour des régimes dictatoriaux

C'est au nom de la solidarité arabe, au nom du soutien indéfectible au combat du peuple
palestinien qu'un grand nombre de dirigeants d'Etats arabes
ont réprouvé le geste d'Anouar
el Sadate se rendant en Israël.
Et c'est toujours au nom de la
nécessité de résoudre le problème palestinien pour parvenir
à la paix que Sadate s'est adressé, au monde entier, du haut
de la tribune de la Knesset.

Pourtant, tant de sollicitude à l'égard des Palestiniens cache mal les véritables sentiments que tous les gouvernants arabes leur ont toujours témoignés.

La guerre civile au Liban qui vit la Syrie intervenir aux côtés des Phalanges réactionnaires contre le camp progressiste et ments de « Septembre Noir » en Jordanie où le boucher Hussein accomplit sa funeste besogne sont l'œil complice de tous les autres Etats arabes; l'attitude de l'Egypte qui de tout temps a bridé, contrôlé et même réprimé les quelques Palestiniens qui se trouvaient sur son territoire, montre l'hostilité profonde des Etats du Moyen-Orient visà-vis de la Résistance palestinienne.

Il est vrai que les Palestiniens ont bénéficié d'un soutien relatif des Etats arabes qui ont utilisé leur tragédie pour tenter de faire oublier la crise et l'oppression à leur propre peuple. Ils ont présenté le problème palestinien comme le problème de tous les Arabes. Et c'était là encourager les fellahs égyptiens, syriens ou libanais à se sentir solidaires des feddayins.

Mais surtout depuis qu'elle n'est plus totalement inféodée aux Etats arabes eux-mêmes, c'est-à-dire depuis la « Guerre des Six Jours », la Résistance palestinienne la représenté un réel danger pour tous les gouvernements en place et ceux-ci l'ont tout de suite compris. Qu'ils se rangent parmi les plus réactionnaires ou bien parmi ceux que l'on désigne comme « progressistes », qu'ils entretiennent des relations privilégiées avec l'impérialisme ou qu'ils tentent de se dégager de sa tutelle, tous ont toujours témolgné leur hostilité envers l'existence d'une résistance indépendante.

Dans cette partie du monde, balkanisée à l'extrême par la domination impérialiste, les diverses bourgeoisies nationales ne peuvent supporter qu'une force supra-nationale existe hors du contrôle de leur propre appareil d'Etat, même si, comme c'est le cas, cette force mène une politique nationaliste.

Car pour tous les Etats arabes, le problème n'est pas seulement l'existence dans un certain nombre de pays d'organisations palestiniennes armées, véritables pouvoirs concurrents, encore qu'elles constituent toujours une situation difficile. Le danger pour tous ces Etats, pour ceux qui abritent des feddayins comme pour les autres, est de voir surgir une force capable de cristalliser les aspirations pan-arabes de toutes les masses populaires.

D'autant que depuis la fin des années soixante, nombre d'Etats et en particulier l'Egypte, à la recherche d'un compromis avec l'impérialisme, ont adopté une politique moins résolument pan-arabe.

Alors, dans une situation quelque peu nouvelle, la Résistance palestinienne se retrouve seule dans tout le Moyen-Orient à tenter de continuer à combattre. Et c'est sur elle qu'ont risqué et que risqu'ont tisqué et que risquent encore peut-être de se porter les sentiments nationalistes pan-arabes qui peuvent subsister dans la conscience de millions d'opprimés.

Voilà ce que craignent le plus

les Etats arabes, et qui explique leur volonté de la mettre au pas, de la briser. Mais c'est aussi pour cette raison qu'ils tentent de parvenir à créer un Etat palestinien indépendant qui lui aussi pourrait désamorcer ce danger. Néanmoins, cette dernière solution ne dépend pas uniquement d'eux mais aussi d'Israël.

G.L.



Un camp palestinien en Jordanie : chassés par les sionistes, les Palestiniens ont toujours servi d'alibi au militarisme des Etats arabes.

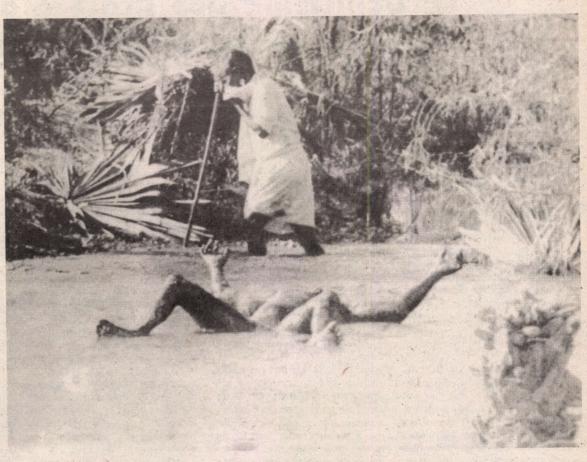
Cyclones sur l'Inde :

Une catastrophe amplifiée par la misère

A quelques jours d'intervalle, deux cyclones ont ravagé, en Inde, l'un la côte est entre Madras et Calcutta, l'autre la côte occidentale, de Calicui à Goa. Le bilan - encore provisoire à l'heure où nous écrivons - fait état de 10.000 morts, de plus de 200.000 sans-abri et de centaines de milliers d'hectares de terres dévastés. Sans parler des risques, dans les jours et les semaines qui viennent, de voir se développer des épidémies dans les zones sinistrées.

L'importance des dégâts et surtout le nombre des victimes sont-ils à mettre au seul compte de cette « fatalité naturelle »? Si, de toutes les catastrophes naturelles, les cyclones ont la particularité d'être terriblement destructeurs, ils ont aussi celle d'être prévisibles. L'Inde est une région du monde particulièrement exposée aux cyclones. Mais d'autres régions aussi : la Floride par exemple, aux Etats-Unis. Mais là, tous les moyens techniques actuellement au point sont utilisés. Il existe aujourd'hui en effet des movens techniques, très sophistiqués et coûteux, il est vrai, permettant d'agir en partie sur les cyclones, d'en atténuer les effets. De toute facon, ils peuvent être détectés, et leur parcours déterminé d'avance. Si bien que, même si l'on ne peut supprimer le cyclone, on peut au moins en réduire les conséquences humaines, en évacuant, avant son passage, les populations des zones menacées. Ce qui suppose la mise en œuvre d'importants moyens matériels, pour organiser le transport, l'hébergement et la nourriture des populations déplacées. Mais si de tels moyens sont à la portée d'un pays comme les Etats-Unis, ils sont hors de portée d'un pays comme l'Inde.

Une fois de plus donc, ce n'est pas la seule violence d'une catastrophe naturelle qui est ici en cause. C'est la pauvreté de l'Inde qui l'empêche d'utiliser ces moyens. Et cette pauvreté, elle, n'est pas une « catastrophe naturelle » mais bien une catastrophe sociale : elle est le résultat de la surexploitation de ce pays par les capitalistes occidentaux, et de l'état de sous-développement dans lequel ils la maintiennent aujourd'hui.



Le cyclone qui s'est abattu sur la côte orientale de l'Inde aurait fait plus de 10.000 morts. Mais ses conséquences sont encore aggravées par l'état de misère et de sous-développement de la population.

Colombie: 40000 travailleurs dans les rues de Bogota

Quarante mille personnes ont manifesté dans les rues de Bogota, le vendredi 18 novembre, à l'appel des syndicats pour revendiquer une augmentation de salaire de 50 10/o, le contrôle des prix de production des produits de première nécessité et la levée de l'état de siège. Malgré l'imposant quadrillage de la ville par l'armée et la police, l'ampleur de cette manifestation montre la profondeur du mécontentement de la classe ouvrière cotombienne.

Il faut dire que le pays connaît depuis plusieurs années une inflation galopante : 17,9 % en 1975, 25 % en 1976 et elle risque d'atteindre 50 % en 1977. Et pourtant la spectaculaire augmentation du prix du café depuis deux ans (provoquée par la relative pénurie du café brésilien et surtout par la spéculation qui a suivi) a fait entrer dans le pays d'énormes masses de devises. La valeur de la production totale de café d'une année sur l'autre a triplé, voire quadruplé, s'élevant jusqu'à 2,5 milliards de dollars, soit nettement plus que le budget total de l'Etat colombien (1,6 milliard de dollars).

Les grandes entreprises industrielles ont également profité de cette période de prospérité. Entre 1975 et 1976, la plupart des grands groupes industriels du pays ont augmenté leurs bénéfices nets. Dix d'entre eux les ont même augmentés de plus de 100 pour cent, le record étant atteint par Chrysler, dont les bénéfices ont augmenté de 866 %.

Mais cette prospérité ne profite en aucune manière aux classes pauvres, bien au contraire.

La paysannerie n'a pas bénéficié de la hausse du cours du café, car le coût très élevé du matériel agricole utilisé dans cette branche a eu comme conséquence de concentrer les terres entre les mains des gros propriétaires fonciers, les anciens petits propriétaires devenant ouvriers agricoles dans les nouvelles exploitations. Aujourd'hui, 25 % de la popullation active en zone rurale est au chômage ou sous-employée. Et pour l'ensemble des classes laborieuses, c'est par l'inflation que s'est traduit dans

le pays l'afflux énorme de capitaux dû à la hausse du cours du café. Une inflation amplifiée par les effets de la corruption du ré-

Et non seulement les denrées alimentaires sont de plus en plus chères et inaccessibles, mais elles font même parfois défaut sur le marché, à cause du remplacement progressif d'une partie des cultures vivrières par des productions plus rentables : le café, le coton et même la marihuana, dont la culture s'étendrait actuellement sur plusieurs milliers

Face à cette situation, la classe ouvrière colombienne est entrée en lutte depuis quelques mois.

Le 14 septembre dernier, les quatre centrales syndicales (y compris les deux d'entre elles qui sont liées aux partis traditionnels conservateurs et libéraux qui, devant le mécontentement de toute la population, s'étaient sentis obligés de se joindre au mouvement) appelaient les travailleurs à une grève générale. Le gouvernement avait alors réagi violem-

ment, décrétant l'état de siège, lançant la police et l'armée contre les grévistes, faisant plus de trente morts et des centaines de

Depuis, les grèves n'ont cessé de se multiplier dans le pays, malgré l'état de siège toujours en vigueur, malgré les centaines de militants qui ont été licenciés pour fait de grève dans les deux derniers mois. Mais cette répression n'a pas suffi à enrayer le mouvement. La manifestation du 18 novembre en est la preuve.

Olivier BELIN

Grève de la faim dans deux prisons du Maroc

Des détenus politiques de la prison centrale de Kenintra et de la prison civile de Casablanca, au Maroc, ont entrepris depuis le 8 novembre une grève de la faim. A ce propos, les Comités de lutte contre la répression au Maroc, nous ont adressé un communiqué qui illustre la férocité avec laquelle le régime d'Hassan II traite ses opposants:

répression dont nous sommes victimes à l'intérieur de la prison n'est qu'une partie de la répression sauvage qui s'abat sur notre peuple. (...)

L'administration jette sans motif un certain nombre de nos camarades dans l'isole-

« Nous considérons que la ment le plus total et les soumet à des tortures continues. (Notre camarade Abraham Serfaty est en train de passer sa troisième année consécutive dans l'isolement.) L'administration a séparé les détenus en petits groupes très isolés. Un certain nombre de nos ca-

marades ont été victimes d'enlèvements surprises à l'intérieur de la prison. Ils ont été conduits dans les lieux de séquestrations secrets où ils ont subi les tortures les plus atroces, après lesquelles les détenus ont gardé des séquelles handicapant leur organisme. L'administration met à nu les détenus avant de les jeter dans des cellules obscures où ils passent plusieurs mois, nus, sans couverture, sans lit, sans provision, sans soins et sans visite. A titre de ration quotidienne, les isolés reçoivent un pain et deux litres d'eau par jour. Même nos familles n'ont

pas été épargnées et l'administration ne cesse d'exercer sur elles des pressions et des persécutions. L'administration censure tous les livres importants et ne laisse rentrer que les livres banals. (...)

Au-delà de nos revendications matérielles et morales, nous tenons à exprimer, par notre lutte actuelle, notre solidarité avec notre peuple en lutte, qu'il mène afin de permettre la libération de tous les détenus politiques, civils et militaires, le retour des exilés et la garantie du respect des libertés politiques. »

APRÈS LES ÉLECTIONS EN GRÈCE

LA GAUCHE PROGRESSE, MAIS POUR QUOI FAIRE?

Les élections législatives anticipées qui se sont déroulées en Grèce, le 20 novembre, ont été marquées par un effritement de la droite et une progression de la gauche. Le parti du Premier ministre Caramanlis, la Nouvelle Démocratie, passe de 54,37 % des voix en 1974 à 42,37 %. Il conserve la majorité au Parlement avec 178 sièges sur 300, grâce à un système électoral qui favorise les grandes formations.

C'est essentiellement le Par-Socialiste Panhellénique d'Andréas Papandréou, le Pasok, qui bénéficie de ce recul; il recueille 25,30 % contre 13,55 % en 1974 et obtient 90 sièges. Le Parti Communiste dit de l'extérieur, encore très lié à Moscou, qui se présentait seul et partout conserve son influence. Il obtient 8,71 pour cent des voix et 11 sièges : l'alliance du Parti Communiste dit de l'intérieur, de tendance « eurocommuniste », et de quatre autres petits partis de gauche obtient 2,5 % des voix et 2 sièges. Le parti du centre recule de 20 % à 12 % et l'extrême-droite fait 7 % des voix.

Ces résultats ne sont pas pour étonner. Devant une droite qui s'use au pouvoir - le phénomène est classique la gauche parlementaire fait une relative percée électora-

Mais que propose-t-elle, cet-

te gauche? Que prépare-t-elle pour l'avenir? Sa seule perspective est de devenir majoritaire, pour s'offrir alors d'assumer des tâches gouvernementales, de gérer les affaires de la bourgeoisie greçque. Un Papandréou-Soarès pourrait alors, comme tous les sociaux-démocrates au pouvoir en Europe, imposer un temps l'austérité aux travail-

Mais c'est là le meilleur des cas, si l'on ose dire. Car la situation politique de la Grèce est caractérisée par l'existence d'une droite musclée encore vivante : les rouages de l'appareil d'Etat sont toujours truffés d'anciens parti-sans de l'ex-régime des Colonels, et l'on ne peut exclure, pour l'avenir, la réédition d'un coup d'Etat militaire, comme en 1967. A cette époque, c'est bien pour prévenir une imminente victoire électorale de la gauche que la bourgeoisie



Des dizaines de milliers d'Athéniens venus acclamer le socialiste Andreas Papandreou.

avait délégué ses pouvoirs à des colonels.

Bien sûr, la situation n'en est pas là en Grèce. La gauche, malgré les récents succès électoraux du Parti Socialiste — qui a doublé ses voix - est encore loin de la majorité électorale, et n'a rien d'autre à offrir à ceux qui ont sa confiance que d'attendre au moins quatre ans, que de prendre patience jusqu'aux prochaines échéances électo-

Décidément ceux qui, en Grèce, aspirent à un réel changement - et ils sont certainement nombreux si l'on en juge d'après l'agitation sociale de ces derniers temps auraient bien tort de confier leur sort et leurs espoirs aux dirigeants d'une gauche dont la politique a déjà coûté très cher au peuple grec.

Alain LEMART

Le Parti Communiste Italien appelle à la délation

d'attentats revendiqués par les « Brigades Rouges » en Italie, dont les derniers en date ont frappé le directeur adjoint du quotidien La Stampa et un membre du Parti Communiste dirigeant d'une société parapublique, le Parti Communiste Italien, dans son quotidien l'Unita réclamait le 18 novembre dernier la « mobilisation populaire » pour relever le défi des violences. Mais à quelle mobilisation de la population le PCI appellet-il exactement? Le responsable communiste de « la section des problèmes de l'Etat », dans une interview au Corriere della Sera explique la démarche du PC de la façon suivante : « La défense de l'Etat démocratique ne peut être déléguée seulement à la police et à la magistrature. Si des groupes violents ou leurs complices existent dans une usi-

par les autres travailleurs »... « Nous devons œuvrer, continue-t-il, pour que les habitants de ces quartiers disent aux autorités ce qu'ils auraient appris, qu'ils les informent de ce qu'ils voient ». Par ailleurs, le même responsable communiste insiste sur la nécessité de réorganiser les services secrets de la police : « Un service d'information efficace est indispensable et nul ne prétend qu'il puisse agir de manière parfaitement légale. Exiger d'un agent secret qu'il travaille dans le respect formel des lois et au grand jour, est contradictoire, ridicule ».

En bref, bien loin d'être une véritable mobilisation de la population, cette « défense de l'Etat démocratique » n'est ni plus ni moins qu'un appel à la délation, au soutien à la police et à ses corps de répression les plus incontrôlés.

faute, lui non plus, d'appeler l'ensemble de la population à la délation; et à la rendre complice du terrorisme d'Etat à grande échelle contre le terrorisme de quelques individus.

Ce n'est pas autre chose que préconise le PC italien, en attendant que la bourgeoisie lui permette d'exercer ses talents en la matière.

Et puis tout de même, en Italie, le Parti Communiste Italien a l'air de découvrir bien tard l'urgence de la lutte contre la violence. L'Italie est sans doute le pays d'Europe où l'extrême-droite est, depuis des années, l'une des mieux organisées, l'une des plus meurtrières, sans même parer des règlements de comptes de la maffia et de la terreur quotidienne qu'elle im-

Et cette extrême-droite se

A la suite d'une série ne, ils doivent être dénoncés Le social-démocrate Schmidt, recrute même dans les sphèen Allemagne, ne s'est pas fait res de l'armée et de la police, comme en a témoigné (souvenons-nous-en) le meurtre de l'anarchiste Valpreda, défenestré du haut d'un commissariat. Les méfaits de l'extrême-droite, ses attentats ont fait bien plus de morts que toutes les « Brigades Rouges » réunies. Seulement le Parti Communiste n'a jamais fait la moindre tentative de mobilisation populaire contre cette extrême-droite. Il n'en a même jamais évoqué la possibilité. Et pourtant, les militants ouvriers, les personnalités de gauche en furent systématiquement les principales et nombreuses victimes.

> Mais ce n'est pas la protection des organisations ouvrières et de ses militants qui motive ici le PCI. Il se comporte en réalité ouvertement comme le parti de l'ordre bour

geois, y compris dans ce qu'il a de plus réactionnaire.

Bien sûr, la politique terroriste des « Brigades Rouges » est totalement étrangère à la classe ouvrière, voire même nuisible aux intérêts des travailleurs, si tant est d'ailleurs que les derniers attentats soient autre chose que de grossières provocations policières.

Mais il reste que le Parti Communiste se montre infiniment plus virulent vis-à-vis des « Brigades Rouges », qui se disent à sa gauche, qu'il ne l'a jamais été vis-à-vis des d'extrême-droite. aroupes Non seulement il emboîte le pas aux autorités bien-pensantes, mais il les devance dans la surenchère policière et montre qu'un ministre communiste de l'Intérieur n'aurait certes rien à envier à ses prédécesseurs...

Anne GARBE

MENACES DE « SUICIDE » CONTRE KLAUS CROISSANT

Depuis plus d'une semaine, l'ex-avocat allemand du groupe Baader, Klaus Croissant, est incarcéré à la prison de Stuttgart-Stammheim, celle-là même où il y a à peine un mois, trois de ses anciens clients se « suicidaient » dans de bien étranges conditions.

Aujourd'hui, c'est au tour de Croissant de subir les conditions très dures de détention dans la « prison-modèle ». Aux dires de ses avocats, il serait resté huit jours dans une cellule en sous-sol, sans fe-nêtres, soumis jour et nuit à la lumière électrique et surveillé en permanence. Et alors qu'à la veille de son extradition de France, Croissant avait pris la peine d'annoncer qu'il

ne se suiciderait pas, que si on le trouvait mort, ce serait un assassinat, un porte-parole du tribunal de Suttgart vient néanmoins d'oser déclarer que « le danger du suicide de M° Croissant n'est pas à ex-

Ce représentant des autorités allemandes sait certainement de quoi il parle. Croissant est en danger de mort, et cela parce que les dirigeants sociaux-démocrates de la RFA se sont engagés dans une politique de terrorisme d'Etat contre tous les membres ou sympathisants du groupe Baader, parce qu'ils cherchent à les exterminer jusqu'au dernier et qu'ils sont aidés dans cette tâche, moralement et matériellement, par tous les

gouvernants des démocraties occidentales, Giscard et Barre les premiers.

Des menaces de mort à peine voilées pèsent aujourd'hui sur Croissant et les autorités ouest-allemandes s'apprêtent maintenant à réclamer du gouvernement français une extension des motifs d'extradition - ce qui leur permettrait de condamner Croissant à bien plus que les cinq années d'emprisonnement dont il est actuellement passible. De nombreuses protestations continuent de s'élever dans les milieux de la gauche et de l'extrême-gauche française. Des protestations auxquelles nous joignons la nôtre.

Jérôme LUTHIER

Ci-dessous, le texte de l'éditorial des bulletins d'entreprise Lutte Ouvrière diffusés dans la semaine du 21 au 27 novembre.

L'INTERNATIONALE DES APPAREILS POLICIERS

La police, la justice et le gouvernement français viennent de livrer aux autorités allemandes Klaus Croissant, l'avocat de Baader et de ses compa-

Ils l'ont fait en pleine nuit, en toute hâte, pour rendre tout recours légal impossible. Croissant est désormais entre les mains des autorités allemandes, enfermé dans une de ces prisons où les détenus suspects d'appartenir au groupe Baader sont retrouvés suicidés en série. Croissant, pour sa part, a prévenu : « Je ne me suiciderai pas. Si l'on me trouve mort, ce ne sera pas un suicide. Ne croyez pas les mensonges des assassins ». En désignant ainsi d'avance ses assassins, Klaus Croissant désigne aussi les juges et le gouvernement français, solidaires d'Helmut Schmidt.

Parce que Klaus Croissant était un avocat connu, parce que le détournement du Boeing de la Lufthansa, le suicide de Baader et la chasse aux terroristes qui a suivi ont fait énormément de bruit à la télévision et dans la presse, le mauvais coup du gouvernement français n'est pas passé inaperçu. Et c'est tant mieux. Mais ce n'est pas la première fois, loin de là, que les autorités françaises se comportent ainsi.

L'expulsion policière se pratique à grande échelle. Il y a d'abord des travailleurs émigrés qui, parce que leurs permis de séjour ou de travail ne sont pas en règle, se retrouvent du soir au lendemain embar-

qués et refoulés sur leur pays d'origine sans même avoir eu le temps de passer chez eux prendre leurs affaires, d'aller à l'usine toucher leur paye ou de prévenir leurs amis. Il y a aussi l'expulsion de tous ceux qui sont suspects d'avoir des idées politiques et qui sont surveillés ou demandés par les polices et les ambassades de leur pays. Combien a-t-on livré ainsi dans le passé de militants espagnols à la police de Franco ? Combien livre-t-on de militants marocains à celle d'Hassan, de Sénégalais à Senghor ou, comme la semaine dernière encore, de Mauritaniens à Ould Dadah?

Pour le militant politique ou même tout simplement le travailleur émigré qui ne se laisse pas faire et qui tente d'organiser ses camarades, dans un mouvement de protestation contre la hausse des loyers ou l'arbitraire, dans une grève, il n'y a pas, il n'y mais eu de « droit d'asile ». Le droit d'asile politique, qui figure pourtant en bonne place dans la Constitution française, n'est respecté que lorsque cela arrange le gouvernement, pour des raisons d'Etat.

C'est le cas pour les réfugiés de l'Europe de l'Est, car ça arrange tous les gouvernements occidentaux de montrer qu'il n'y a pas de liberté politique en URSS.

Mais entre gouvernements alliés ou associés, il n'y a pas de terre d'asile pour les réfugiés politiques des Etats compères et, des anciennes polices de Salazar ou de Franco à la police française, toutes les

polices ont collaboré ou collaboreront.

Les appareils d'Etat se donnent la main pour faire respecter l'ordre. Quelles que soient les grandes phrases sur les libertés, sur la démocratie, quel que soit le décorum dont s'entourent les Etats modernes (Parlement, justice soi-disant indépendante, Constitution garantissant les droits de la défense, le respect des libertés individuelles), quelle que soit la façade démocratique, la réalité du pouvoir d'Etat, c'est la violence, la violence exercée par un appareil d'hommes armés chargés d'effectuer les sales besognes à l'abri du paravent démocratique.

Cette violence vient de s'exercer sur Klaus Croissant. Elle s'exerce tous les jours sur d'autres militants. Elle s'exerce en permanence sur le monde du travail. Car c'est la même police, inspirée par la défense du même ordre qui livre Croissant aux autorités allemandes, qui fait évacuer les usines occupées par les travailleurs en lutte, qui charge les manifestations de petits paysans ou de mécontents de tous ordres. C'est la même violence exercée par un appareil d'Etat dont le rôle fondamental est de faire respecter par la force un ordre social injuste et inégal, l'ordre capitaliste.

Cet ordre-là, il nous faudra l'abattre pour que toute la terre soit vraiment terre d'asile, pour vivre libres, pour vivre mieux, pour vivre comme des hommes dignes de ce nom.



Me Marie-France Schmidlin, avocate de Klaus Croissant, montre aux journalistes une lettre écrite le 16 novembre 1977 à la maison d'arrêt, dans laquelle Klaus Croissant déclare : « Je ne vais jamais mettre fin à ma vie par suicide ».

Chasse aux sorcières des deux côtés du Rhin

Samedi dernier, un jeune Fran- pas en reste. Il est bon de rap-Communiste qui se rendait à une rencontre politique en Allemagne de l'Ouest a été arrêté par la police à Bonn, interrogé et retenu à vue plusieurs heures sans même qu'il puisse avertir son ambassade. Et comme elle en a l'habitude avec les « terroristes », la police a utilisé les grands moyens : c'est une quinzaine de policiers, pistolet-mitrailleur au poing, qui ont procédé à l'arres-

Dans l'Allemagne de Schimdt, où règne aujourd'hui un climat de peur et de délation, il suffit de peu de choses pour être soupconné et embarqué. Et le fait de se réclamer du Bureau national du Mouvement de la Jeunesse Communiste n'est certes pas un visa des meilleurs.

Mais si la police allemande ne brille pas par des mœurs très civilisées, les flics français ne sont

çais militant de la Jeunesse pe'er que cet été, lors de la manifestation de Malville, les jeunes ressortissants allemands étaient systématiquement arrêtés, contrôlés, fouillés. Et une certaine presse française, aux ordres du gouvernement, participait allègrement à cette campagne en dénonçant les « hordes teutonnes » venues d'au-delà du Rhin!

Depuis, avec les récents développements de la chasse aux terroristes en RFA, de nombreux jeunes Allemands sont inquiétés de plus belle en France. Ces temps-ci, la presse a relaté un certain nombre de « vérifications d'identité » plutôt brutales, d'arrestations et d'expulsions.

Décidément, par-delà les frontières, toutes les polices se ressemblent. Elles ont les mêmes proies favorites : les jeunes qui d'une façon ou d'une autre contestent l'ordre établi.

Marie-Claire GUILLAIN

Carrillo, ambassadeur de l'Espagne juan-carliste aux U.S.A.

Avec le voyage de Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti Communiste d'Espagne, aux Etats-Unis, c'est la pre-mière fois que le principal di-rigeant d'un Parti Communiste occidental se rend dans ce pays. Comme c'est juste après son retour d'URSS, où il avait été interdit de parole lors des cérémonies de la commémoration du 60° anniversaire de la Révolution Russe, que Carrillo a entrepris ce voyage, on peut dire qu'il a obtenu son visa d'entrée aux USA juste après son visa de sortie de PURSS.

Aux Etats-Unis. Carrillo n'a certes été reçu par aucune personnalité politique américaine. Il a surtout fait le tour des universités. Mais son voyage n'en est pas moins un voyage éminemment politique,

par le contenu des déclarations faites.

D'abord, Carrillo a réservé à un auditoire américain la primeur d'un nouvel abandon (en paroles du moins, car dans les faits il s'agit d'un vieil abandon), celui de toute référence au « léninisme ». Le PCE sous peu, ne s'en réclamerait plus, pour se dire simplement « marxiste ». Carrillo a certes utilisé le conditionnel, et dit que le prochain congrès du parti aurait à se prononcer sur ce sujet. Mais il est néanmoins clair qu'il ne s'agit pas là de propos en l'air (pas plus que lorsque Marchais avait déclaré à la télévision qu'il était partisan d'abandonner la référence à la dictature du prolétariat, ce que le PCE a lui aussi déjà fait). Et ce n'est pas par hasard si Carrillo a tenu ces propos aux Etats-Unis.

Le thème qu'il a en effet le plus développé dans sa tournée américaine, c'est celui de la sûreté des investissements en Espagne : « Moi, comme communiste, je dis aux Américains qui ont des capitaux : investissez en toute confiance en Espagne » at-il déclaré aux mêmes étudiants de Yale. Il n'a pas dit expressément que le PCE leur garantissait des bénéfices, et s'emploierait à maintenir la paix sociale, mais ce-la était sous-entendu.

Il n'est donc pas étonnant que Carrillo soit parti aux USA accompagné par les bons vœux du ministre des Finances, Fernandez Ordonez, qui a organisé un souper en son honneur la veille de son dé-

part en Amérique.

Carrillo n'est d'ailleurs pas le seul ambassadeur espagnol officieux actuellement en activité aux USA. Le secrétaire général du Parti Socialiste (PSOE), Gonzales, est aussi en tournée actuellement aux Etats-Unis. Mais son voyage est moins désintéressé que celui de Carrillo, car il fait le tour des politiciens américains pour leur expliquer quelle alternative politique, sans problème, son parti et lui pourraient représenter au cas où Suarez serait trop usé au gouvernement.

Mais dans l'un et l'autre cas, le voyage aux Etats-Unis des leaders des deux grands partis ouvriers espagnols sont le complément de leur signature du pacte d'austérité de la Moncloa.

Pendant ce temps-là, les prix continuent de flamber, et les patrons, au nom du respect du dit pacte de la Moncloa, refusent de satisfaire toutes les demandes d'augmentation de salaire. Mais dans les manifestations ouvrières, comme dans celle qui a réuni, le 5 novembre, à Barcelone, 200 000 travailleurs, à l'appel des confédérations syndicales qui soutiennent la politique d'accord entre les partis ouvriers et le gouvernement, le cri « A bas le pacte » se fait entendre de plus en plus fort. Et il n'est pas sûr que la classe ouvrière d'Espagne accepte indéfiniment de faire les frais de la crise. pendant qu'industriels et banquiers continuent à empocher de juteux bénéfices.

Gabriel CATALA

Portugal

LE RÉGIME EN CRISE

La crise politique au Portugal connaît de nouveaux rebondissements. Les partis de droite s'agitent et revendiquent bruyamment des places au gouvernement. Le Parti Social-Démocrate comme le CDS soutiennent quasi officiellement le général Pires Veloso et s'en prennent, pêle-mêle, à ce qu'ils appellent la gauche du Conseil de la révolution, à Soares, et Eanes luimême. Eanes multiplie les appels solennels au calme. Soares menace de démissionner s'il n'obtient pas l'accord des partis pour soutenir les nouvelles mesures d'austérité qu'il envisage.

Derrière cette politique, il y a la crise économique, et il y a la volonté de la bourgeoisie, tant portugaise qu'internationale, d'imposer des mesures d'austérité draconiennes à la population laborieuse du Portugal. Par l'entremise de l'organisation financière appelée le Fonds Monétaire International, les bourgeoisies des grandes puissances impérialistes ont clairement manifesté leur volonté commune. Elles n'accorderont les prêts demandés par Soares qu'à condition que les salaires soient bloqués par rapport aux prix, que les importations de produits alimentaires soient réduites, que l'escudos soit dévalué. En un mot, la bourgeoisie internationale exige une réduction brutale du niveau de vie de la classe ouvrière, elle veut de l'ordre dans la maison, l'ordre des exploiteurs. Et elle ne discute pas. Elle est prête à étrangler l'économie du Portugal.

Voilà l'essentiel, derrière l'agitation politique actuelle. Le reste, c'est la préparation de la sauce politique à laquel-

le l'austérité sera servie. Pour l'heure, elle l'est à la sauce

Le Premier ministre socialiste fait sans doute encore l'affaire pour la bourgeoisie. Il a montré depuis plus d'unan qu'il sait mettre tout le crédit de son parti dans les classes laborieuses au service d'une politique de droite. Et aujourd'hui, son principal argument contre les partis de droite, pour exercer seul les responsabilités gouvernementales, est justement qu'il est le seul à pouvoir tromper les travailleurs, les désarmer sans combat, avec d'ailleurs la complicité du Parti Communiste Portugais. Ce qui n'empêche pas les partis de droite de réclamer d'être associés à l'exercice de la politique de droite menée par Soares. Ce qui n'empêche pas non plus l'armée, à l'ombre de l'agitation parlementaire, de préparer d'autres solutions visant, cette fois, non pas à trom per la classe ouvrière, mais

à la briser.

Les bruits de coup d'Etat militaire ne sont peut-être pas encore fondés. Mais cette éventualité est inscrite dans l'évolution des choses. Si Soares se révèle incapable d'imposer l'austérité en douceur, il aura du moins contribué à désarmer, à démoraliser les travailleurs, et à faciliter des solutions plus ouvertement musclées.

Après une courte période d'unanimité entre les partis, la course au pouvoir est ouverte entre la gauche et la droite parlementaires, entre eux tous et des apprentis dictateurs à la Veloso qui sont prêts à se passer du Parlement. Mais l'avenir ne dépend pas pour l'essentiel des combines parlementaires ou des



En novembre 1975, les ouvriers du bâtiment en grève entourèrent le siège du parlement portugais pour exiger des augmentations de salaire. Aujourd'hui, le socialiste Soarès saura-t-il imposer l'austérité aux travailleurs?

manœuvres des partis. Il dépend de la force des travailleurs. La classe ouvrière portugaise n'a pas été brisée. Aucun gouvernement ne sait jusqu'où il peut aller trop loin dans les mesures d'austérité et à quel moment menace l'explosion. C'est cette crainte salutaire des politiciens comme des militaires envers la classe ouvrière qui est finalement le principal frein contre une évolution rapide vers un régime autoritaire.

A Porto, les patrons manifestent

Au moment où le gouvernement Soares vient de proposer un accord aux partis politiques, aux syndicats et aux organisations patronales, la CIP (Confédération de l'Industrie Portugaise) fait savoir qu'elle ne signera l'accord que si le gouvernement revient sur le droit de grève, les conventions collectives, la loi des congés payés et jours fériés, sur les commissions de travailleurs, etc. Au même temps, dans les rues de Porto, les patrons manifestent contre la révision des

conventions collectives et les augmentations de salaires qui sont prévues.

Depuis sa venue au pouvoir, le gouvernement Soares a déjà accumulé un certain nombre de décrets restreignant les droits des travailleurs en donnant de plus grandes facilités au patronat. Et voilà que ceux-ci ne sont pas encore satisfaits. Ils veulent plus.

Que les travailleurs posent leurs revendications et puissent s'organiser dans les usines, voilà ce que les patrons n'ont pas encore digéré depuis avril 1974. En bons exploiteurs, ils veulent s'assurer et même accroître leurs profits dans cette période de crise économique, et surtout faire en sorte que la crise, ce soit les travailleurs qui la paient.

Les travailleurs, eux, ne sont pas d'accord et ils ont bien des manières de le faire savoir. Quand les patrons en sont à manifester dans les rues pour faire connaître leur point de vue, c'est qu'ils n'ont pas la force de l'imposer dans les usines.

dans l'extrême_gauche et dans sa presse

lu avec intérêt....



Martinique:

Front National pour l'Autonomie :

modéré même dans les intentions A l'approche des élections législatives, la gauche martiniquaise (PCM, PPM, PSM, CGTM) s'est regroupée dans un Front : le Front National Martiniquais pour l'Autonomie.

Combat Ouvrier, dans son mensuel du 16-11-77, critique ainsi les perspectives politiques de ce mouvement :

« Ce Front n'a cependant pas pris la peine de préciser à nouveau dans son manifeste le contenu même de l'autonomie qu'il réclame. A croire que plus la date des élections se rapproche, plus ce programme devient flou, vague et imprécis.

UNE ASSEMBLEE SANS POUVOIR

« Justice » annonce dans son n° 26 :
« la gauche au pouvoir c'est le droit pour notre peuple de choisir son destin ». Mais si l'on examine plus en détail les conditions de ce choix, on s'aperçoit que le peuple martiniquais n'aura guère p'us que maintenant, le droit de choisir son sort, car, comme aujourd'hui, c'est la France qui décidera pour lui. « Le gouvernement de la République fera voter une loi créant dans chacun des DOM une assemblée élue au suffrage universel, à

la proportionnelle, qui, d'une part se substituera aux Conseils Généraux et Régionaux et d'autre part, sera chargée d'élaborer le nouveau statut de nos pays, à négocier avec le gouvernement français ». Ainsi en dernier ressort ,le destin des DOM ne dépendra que de la volonté du gouvernement français et non de la volonté des populations de ces pays.

D'autre part on apprend que si Etat autonome il y a, celui-ci sera dirigé par une « Assemblée délibérante élue au suffrage universel direct, qui votera les lois dans les matières relevant de la compétence de l'Etat autonome »... C'est dire que l'Etat autonome verra son pouvoir de décision limité à certaines « matières », les autres ne relevant pas de sa compétence mais de celle du gouvernement français. Autant dire que, comme aujourd'hui, la Martinique et la Guadeloupe autonomes resteront placées directement sous la tutelle française.

« AUTODETERMINATION » SOUS LE CONTROLE DES FORCES COLONIALES

Mais même en ce qui concerne ne serait-ce que l'élection de la dite « assemblée chargée d'élaborer le statut », la

gauche ne se donne guère les moyens pour que le droit de vote s'exerce dans des conditions réelles de liberté et de démocratie. En effet, les mesures réclamées, et présentées comme des garanties de cette démocratie (présentation lors du vote d'une pièce d'identité avec photographie!) apparaissent comme bien dérisoires en regard de la véritable situation coloniale des Antilles. Quand on sait que le pays est quadrillé par les forces de répression, truffé de casernes et de gendarmeries, surveillé sans cesse par les avions, les hélicoptères et les navires de l'armée française, prêts à intervenir à tout moment contre la population, que vaut dans ces conditions la présentation d'une simple carte d'identité avec photographie (!) pour garantir l'exercice des libertés démocratiques?

Et justement, la gauche ne dit pas un mot sur la présence des forces de répression coloniale aux Antilles. Elle n'exige pas leur retrait immédiat et sans condition des teritoires des DOM, elle refuse de s'engager en quoi que ce soit sur cette question.

C'est pourtant bien là que réside le nœud de la situation coloniale. »



Une mort si naturelle

A propos de la mort d'un jeune lvoirien au dépôt de police de Paris, Rouge 18-11-77 écrit :

« Ottara Assouman, un jeune Ivoirien de 27 ans, est mort, jeudi 10 novembre au matin, au dépôt de police de Paris. Diagnostic des médecins légalistes : mort naturelle.

Ottara Assouman a été interpellé par la police, lundi soir ou mardi matin, et immédiatement placé au dépôt. Il y est resté trois jours. Il était sous le coup d'une condamnation pénale pour « recel de vol », si l'on en croit le parquet. L'expulsion avait donc été décidée. Les policiers l'auraient tentée, mais, par deux fois, le jeune lvoirien aurait refusé de prendre l'avion.

Ottara Assauman, depuis sept mois,

était traité à l'hôpital Necker, dans le service du docteur Zingraff, responsable du service d'hémo-dyalise pour adultes.

La dyalise, c'est cette opération qui consiste à se faire périodiquement « laver » les reins pour ceux qui sont victimes d'une insuffisance rénale. Pour les p'us sérieusement atteints, les séances, qui nécessitent un appareillage hautement technique, sont bihebdomadaires, voire trihebdomadaires. Et une séance manquée, une seule — les « dyalisés » le savent — pouvait le mettre en danger.

Deux hypothèses seulement sont possibles. La première est avancée par le docteur Zingraff lui-même.

La police n'aurait pas été au courant de la grave maladie du jeune Ivoirien, parce qu'Ottara Assouman lui-même n'aurait rien dit : « Il a pu croire qu'il pouvait sauter une séance. Cela se fait parfois. Il a peut-être eu honte d'arriver à l'hôpital, menottes au poignet, entre deux gendarmes ». Mais l'hôpital s'est suffisamment inquiété de son absence à la séance régulière pour envoyer un télégramme à son domicile, puis une infirmière. Un car de Police-Secours aurait même été du voyage.

Reste une autre hypothèse. Le jeune lvoirien a mis la police au courant de ses problèmes. Et celle-ci n'en a pas tenu compte.

Il ne s'agit, c'est vrai, que d'une hypothèse.

...Le docteur Zingraff qui, honnêtement, s'interroge, a envoyé une demande de précisions au parquet.»

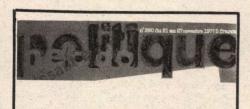


Un expulsé comme les autres

Sous ce titre, le quotidien Libération du 22 novembre cite la lettre envoyée de Marrakech par un ouvrier marocain de 26 ans, expulsé récemment de France. Voici comment il décrit son expulsion à partir du moment où il est arrivé à la préfecture de Paris où il avait été convoqué:

« ...J'ai été appelé au micro et je me suis présenté. On m'a demandé mes papiers. J'ai présenté tous les papiers (carte de séjour, carte de travail, fiches de paye, certificat de travail, et même feuilles de maladies comportant un arrêt de 10 jours en octobre...). Il n'a pris que la carte de séjour et celle de travail. Le reste ne l'a absolument pas intéressé. Il les a mis dans un dossier et il est parti. Il ne m'a absolument pas laissé le temps de demander des explications : il m'a emmené dans un autre bureau et m'a dit : « Mon ami, tu vas aller dans ton pays, on ne veut plus de vous ». Puis il m'a mis dans une cabine-cage. Je n'ai pas eu le droit d'allumer une cigarette ni de

demander quoi que ce soit. Au bout de deux heures, j'ai appris que j'étais expulsé et j'ai eu des papiers à signer. Deux heures encore dans la cabine et après le dépôt où j'ai passé deux nuits et une journée... Je fus ensuite réveillé à 5 heures du matin et emmené à l'aéroport en direction de Casablanca. Ils ne sont partis qu'au moment du décollage. Je suis arrivé sans argent, bien que j'ai encore ma paye et des indemnités de Sécurité sociale à percevoir en France... »



La construction du métro de Marseille a coûté cher aux travailleurs

A l'occasion de l'inauguration du métro de Marseille qui doit avoir lieu samedi 26 novembre, Politique-Hebdo du 21-11 rappelle les conditions de sécurité déplorables dans lesquelles ont travaillé pendant trois ans les 1.500 ouvriers qui ont construit cette ligne :

«...De décembre 1973, date de l'ouverture des chantiers, à décembre 1976, époque de l'achèvement des travaux de génie civil, soit durant 3 ans, ils ont été en effet 1.500 — dont 1.050 Nord-Africains, une centaine de Portugais, 50 d'origines diverses, et 200 Français — répartis en plusieurs grandes sociétés de travaux publics et diverses entreprises sous-traitantes, à forer et bétonner, sous terre, dans la boue et l'humidité, les puits et les galeries du gros-œuvre du métro.

A la veille de son inauguration, que sont-ils devenus?

Deux sont morts, victimes d'accidents. Mokache Khanfer, Algérien, manœuvre, père de 5 enfants, tué par un éboulement le 25 juillet 74 près de la station « Eglise des Chartreux ». Un des directeurs de l'entreprise qui l'employait, jugé responsable, a été condamné à 6 mois de retrait de permis de conduire. Vous avez bien 'u. Seconde victime : Jean-Pierre Lucas, Français, conducteur d'engin, père de 4 enfants. Egalement pris sous une coulée de terre, le 22 août 1975, non loin de la station « Chartreux ». Le jugement consécutif à cet accident n'a pas encore eu lieu. Deux veuves. Neuf orphelins.

A la suite d'accidents graves, un certain nombre de travailleurs sont maintenant handicapés à vie. « On en connaît au moins 5, révèle un délégué CFDT : 3

coffreurs et 2 conducteurs d'engin. Ceuxlà ne pourront jamais reprendre aucun travail ». Le chiffre des accidents, au cours de ces 3 années, a d'ailleurs été particulièrement élevé. On a admis, dans 'es chantiers souterrains du métro, un taux d'accidents supérieur de 10 % à celui admis généralement dans l'ensemble du bâtiment. Pour un mois (mai 1975) et pour une seule entreprise, on avance le chiffre d'une moyenne, par jour ouvrable, de 4 accidents ayant entraîné une déclaration à la Sécurité sociale. Pour cette même entreprise, et pour ce même mois, on compte 16 travailleurs absents pour arrêt de travail supérieur à 30 jours consécutif à un accident. C'est dire qu'il y en a qui porteront, à vie, dans leur chair, le souvenir du métro. Sans compter les bronchites chroniques contractées dans l'humidité des ga'eries... »



COMBATTRE L'ESPRIT DE CASTE

Du Point au Nouvel Observateur, de la droite à la gauche, de Barre à Rocard et d'Yvan Charpentié à Edmond Maire, tout le monde parle en ce moment des « cadres » pour évoquer leurs Problèmes (avec un grand « P »), leur « malaise », leur « crise d'identité », disent même pompeusement certains.

Pour notre part, nous affirmons haut et clair que les « cadres », ça

n'existe pas ; et que tous ceux qui admettent et reconnaissent l'existence d'une catégorie particulière de salariés appelés « cadres » le font, en toute conscience, pour estomper, masquer, voire nier totalement la lutte des classes, l'antagonisme fondamental et irréductible entre le Travail et le Capital sur lequel repose la société capitaliste.

Bien sûr, l'exploitation capitaliste sécrète à ce point la hiérarchisation et la division, au sein même de la classe ouvrière, que celle-ci a parfois bien du mal à reconnaître les siens. Le monde des salariés apparaît comme une réalité diversifiée et multiforme. Si la grande majorité de ceux qui participent à l'activité productive ont en commun de travailler pour un salaire, ni leur salaire, ni leur qualification, ni leur statut dans l'entreprise ni, le cas échéant, les privilèges qui en découlent ne sont les mêmes.

A coup sûr, chacun a une place différente sur cette immense échelle hiérarchique glissée par les exploiteurs sous les pas des exploités. Et c'est là le piège tendu, que de faire croire à tous qu'il suffit de se hisser aux échelons les plus élevés pour échapper au sort commun. Mais plus dure sera la chute... Et si « crise des cadres », « problème des cadres » il y a aujourd'hui, il réside uniquement dans le fait que ceux qui ont usé leur énergie et leurs nerfs à « ramper à la verticale » (selon l'image utilisée par le sociologue Jean Dubois) dégringolent aujourd'hui d'un peu plus haut que les autres, avec les conséquences de la crise et surtout le chômage.

Bien sûr, il ne s'agit pas de pleurer sur le sort des « cadres ». Ce sont les privilégiés, les enfants gâtés de la grande famille des salariés. Ils gagnent deux fois, trois fois, quelquefois quatre ou cinq fois plus que les OS ou les professionnels. Ils bénéficient d'une multitude d'avantages divers, primes plus élevées, congés supplémentaires droit de ne pas pointer... Certains ont aussi le privilège (mais en est-ce un ?) d'être gratifiés du titre et des fonctions de « chef » - grand chef, petit chef, sous-chef ou chef-adjoint! Certains n'en abusent pas, d'autres s'y complaisent et prennent plaisir, un plaisir dérisoire à se sentir le « supérieur hiégarchique » de quelques autres. D'ailleurs, bien souvent, l'esprit de supériorité et de caste et le mépris des autres qui l'accompagne sont fonction directe et croissante de l'incompétence professionnelle : c'est la marque des esprits bornés que de mettre leur fierté dans le seul accomplissement de tâches d'adjudant-chef!

Mais là encore, parler des « cadres » en général masque le fait que tous ne sont pas égaux, ni devant les privilèges, ni devant les « responsabilités », ni devant la bêtise et l'esprit de caste. Statuts, salaires et attitudes séparent finalement autant les cadres entre eux qu'ils séparent OS et professionnels, professionnels et agents de maîtrise. Et c'est ce qui doit guider la politique des travailleurs les plus conscients.

Dans la lutte pour son émancipation, la classe ouvrière peut et doit chercher à attirer à elle la majeure partie de ceux qu'on appelle « cadres »

Bien sûr, il y a un certain nombre d'entre eux qu'elle a toujours trouvés — et trouvera toujours — contre elle, sur son chemin. Il y aura toujours des cadres pour jouer les « jaunes », ouvertement et consciemment. Mais convaincre les travailleurs, même les plus privilégiés d'entre eux, qu'ils n'ont pas d'intérêts distincts des autres et qu'ils auraient, eux aussi, tout à gagner à l'émancipation de la classe ouvrière et à la fin de l'exploitation capitaliste est une affaire de politique juste à mener

Cette politique juste consiste d'abord à ne pas flatter les « cadres », à ne pas les considérer comme une catégorie à part, à dénoncer ce qui, dans leurs comportements et dans leurs revendications, est l'expression d'un corporatisme étriqué et égoïste. A ce titre, les travailleurs doivent combattre la politique de tous ceux qui militent pour l'organisation syndicale séparée des cadres. qu'ils s'appellent Charpentié, Maire ou Séguy. Les travailleurs doivent s'organiser autour de ce qui les unit, pas de ce qui les divise.

Mais, ce faisant, les travailleurs ne doivent pas tomber dans le piège d'un certain racisme anti-cadres. Les plus privilégiés, bien sûr, s'accrochent à leurs privilèges. Mais ceux qui gagnent 5 000 ou 8 000 F par mois ne sont pas les responsables de ce que près d'un million de travailleurs de ce pays gagnent à peine le SMIC.

S'attaquer aux hauts salaires des « cadres » sans s'attaquer à la société tout entière - et c'est ce que les dirigeants de la CGT et de la CFDT font, à l'occasion, par pure démagogie à l'égard des ouvriers est une politique profondément nuisible. Le problème n'est pas de déshabiller Paul pour habiller Jacques; le problème n'est pas que chacun tire à soi une couverture de toute façon trop courte ; le problème n'est pas que les travailleurs se querellent entre eux pour imposer une autre distribution, une autre répartition de la même masse salariale, mais qu'ils luttent, au coude à coude contre leur ennemi commun, pour imposer la fin de l'exploitation salariale, la fin de la misère et avec elle la fin auss; de la hiérarchie, de toutes les divisions, de toutes les concurrences entre individus.

A CHACUN SES CADRES

Il est apparemment plus facile à beaucoup de parler des « cadres » que de dire qui ils sont.

Pour l'INSEE (Institut national de la statistique), sont « cadres supérieurs les personnes qu'i exercent des professions exigeant, en principe, une instruction supérieure. Et cadres moyens, les personnes qui occupent une position intermédiaire entre les professions libérales et cadres supérieurs, et les employés, ouvriers et personnels de service ». Définition peu précise, comme on le voit! Des chiffres de l'INSEE publiés dans un numéro d'Usine Nouvelle de septembre 1977 faisaient état, selon cette définition de :

1.460.000 cadres supérieurs,
2.765.000 cadres moyens,
soit 4.225.000 cadres au total,

soit 4.225.000 cadres au total, dans les secteurs privé, public et nationalisé, y compris les 800.000 enseignants (les instituteurs étant classés comme « cadres moyens » et les professeurs comme « cadres supérieurs »). Selon l'INSEE, les cadres représenteraient alors presque 20 % de la population salariée.

L'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres) donne, elle, du « cadre » une définition plus restrictive mais aussi floue. Sont « cadres » ceux qui cotisent à des caisses de retraite de cadres. On arrive alors au chiffre de :

— 1.320.000 ingénieurs, cadres et « assimilés », classés dans la grille hiérarchique Parodi aux coefficients supérieurs à 300, et

— 282.000 agents de maîtrise (du coefficient 200 au coefficient 300).

soit 1.600.000 cotisants au total.

Cela dit, pour béaucoup de travailleurs, sont considérés comme « cadres » ceux qui touchent un salaire élevé. Mais ceux-là sont moins nombreux qu'on le croit généralement : un sondage du Point publié en 1976 affirmait que les salariés qui gagnent 6.500 F et plus ne représenteraient que 5 % du total de la population salariée.



11



Combien de cadres dans l'entreprise?

Quelquefois autant que d'employés

Dans les entreprises de production, les cadres représentent fréquemment 10 % du personnel. Dans les sièges sociaux ou autres services administratifs, ils sont par contre bien plus nombreux.

A la CRAMIF par exemp'e (un des centres de la Sécurité sociale, à Paris), on compte 681 cadres pour 1.627 employés, soit un agent d'encadrement pour deux ou trois employés.

Au siège de LMT à Boulogne (92), les cadres représentent le quart du personnel.

Dans les bureaux de certaines entreprises, ils sont presque aussi nombreux que les employés : dans un service commercial de la SNECMA-HISPANO à Bois-Colombes (92), on compte 12 cadres pour... 12 employés!

Des salaires supérieurs...

Chez CHAUSSON, par exemple:

Pour un cadre position 1,

— de 1 à 4 ans d'ancienneté : 4.330 F à 5.690 F.

• Pour un cadre position 2,

de 6.132 F à 10.361 F selon l'ancienneté.

Pour un cadre position 3,
 de 8.400 F à 19.128 F.

Les ouvriers spécialisés (OS) gagnent 2.070 F et les agents techniques (AT 3) gagnent 5.500 F.

Quant aux directeurs, i's gagnent plus de 20.000 F.

BNP (Paris-Barbès):

Les salaires du personnel directeur sont « hors convention » : ainsi, leurs montants sont soigneusement cachés aux employés. Cependant la direction a l'obligation de publier « le montant global des salaires annuels versés aux dix personnes les mieux rémunérées de la banque », qu'elle a récemment annoncé être de 5.056.933 F pour l'année 1976. Ce qui fait un salaire mensue! de 42.140 F (plus de quatre millions d'anciens francs, à supposer que les dix personnes en question aient toutes la même paye!). Et ce salaire ne comprend pas les indemnités de toute sorte (logement, déplacements, etc.) que perçoivent aussi ces gens-là! Cependant il faut souligner qu'il s'agit-là du personnel directeur, et non de l'ensemble des cadres:

Le « cadre », c'est avant tout celui qui a un bon salaire. Cela dit, il faut signaler cependant que près de 50 % de ceux qu'on appelle « cadres » gagnent moins de 5.000 F par mois (selon des chiffres publiés récemment par l'hebdomadaire Le Point).



Les "cadres", jugés

Qui sont ces salariés qu'on appelle les « cadres » ? Pour le savoir, c'est aux travailleurs du rang, ouvriers et employés de diverses entreprises, que nous l'avons demandé. Ce sont leurs réponses que nous publions ici. Et elles prouvent bien, ces réponses, qu'il est vain et faux de « cataloguer » hâtivement les cadres.

Certains gagnent beaucoup, d'autres beaucoup moins ; certains ont des responsabilités, d'autres aucune ; certains se prennent pour les seconds des patrons, mais d'autres se sentent très proches des travailleurs ; certains enfin sont méprisants et arrogants, tandis que d'autres sont sympathiques.

Leur rôle est souvent ingrat ,entre le marteau et l'enclume. Mais à eux de choisir leur camp, et aux travailleurs de les aider à choisir le bon : celui des exploités, auquel la grande majorité des soi-disant « cadres » appartiennent, de toute façon.

Pourquoi les cadres sont plutôt mai vus du personnel



CII

(Louveciennes - 78):

« Il y a quelques cadres bien, mais dès que la direction s'apercoit qu'ils sont proches du personnel, elle les écœure et les pousse dehors. Des cadres supérieurs qui ont participé à la grève en 1968, il n'en reste aucun. »

CREUSOT-LOIRE (Saint-Etienne - Usine du Marais) :

"Le cadre est obligé de tenir ses distances avec le personnel, y compris en dehors de l'usine. Un ingénieur qui était très populaire dans l'atelier des anciennes tôleries — c'était tout simplement un brave homme — a été rapidement relégué dans un bureau d'études. Un autre chef de service qui, dans l'euphorie de Mai 68, s'était prononcé, en tant que délégué CGC, pour des augmentations uniformes de salaires, a été renvoyé lui aussi dans un bureau d'engeenering. »

CGCT (Paris-15°):

Selon des employés ; « Ce sont des gens prétentieux parce qu'ils sont près des patrons... Ils présentent le menu, nous, on le prépare... Il faudrait que les cadres prennent une journée le poste d'une employée pour se rendre compte du boulot... Ils prennent les employées pour des bonnes à tout faire. »

« A la CGCT, le moyen de pression dont disposent les chefs de service vient notamment du système des « augmentations sélectives » : régulièrement (tous les 3 mois, sauf depuis l'application du plan Barre), la direction attribue une somme correspondant à 0,5 % ou 0,7 % de la masse salariale pour les augmentations individuelles. Ce sont les chefs de service qui répartissent comme ils l'entendent ces augmentations. C'est un moyen de pression et de division très efficace. D'un autre côté, les gens ont tendance à en vouloir plus au chef qui ne leur a pas donné de « sélective » plutôt qu'à la direction. »

RENAULT -BILLANCOURT (92) :

Une dactylo : « Dans mon secteur, un chef avait demandé à une secrétaire de servir un café à tous les cadres du service. Cela se fait... mais elle a refusé. Certains gars se sont plaints auprès du chef de service qui l'a convoquée. Elle a répondu qu'elle n'était pas la bonne du service, qu'elle était là pour taper à la machine, pas pour servir ces messieurs. Le chef lui a dit qu'il n'admettait pas qu'on remette en cause les ordres et que dorénavant elle ne ferait plus partie du service. Le lendemain, elle se retrouvait au pool-dactylo du secteur, à attendre que la direction lui trouve un autre poste à sa qualification dans l'usine. Elle a attendu un an!»

Un technicien: « Les cadres sont relativement corrects au point de vue boulot avec les techniciens. Selon le chef, cela peut être différent, bien sûr. Certains sont p'us autoritaires avec des employés qui ont moins de qualification. Mais, corrects ou pas, de toute façon tout dépend du chef. C'est lui qui décide des promotions, des augmentations, de la demi-journée de liberté dont on a besoin pour régler un problème familial ou autre... »

SNECMA-HISPANO (Bois-Colombes - 92) :

Un ingénieur : « Sur le plan culturel, par exemple, les cadres sont creux comme des radis. Sortis de leur boulot, rien. Ils ne lisent pas. Ils vont rarement au théâtre. Ils ne fréquentent pas les associations diverses qui permettent les échanges. »

Un magasinier: «Les cadres m'indiffèrent. Je ne les connais pas. Ici, quand ils viennent, ce n'est pas pour nous voir. Ils vont

tout droit dans les bureaux. On ne peut pas savoir ce qu'ils valent. Ils ne sont pas pour l'ouvrier, alors on ne peut pas être pour eux. »

Une secrétaire de cadre : « Les cadres sont complètement pourris. Aucune considération pour le personne! Le travail avant tout, le moins de reconnaissance : tant qu'à faire, ça revient moins cher pour la rallonge. Ils rouspètent après le personnel qui bouquine vers 12 h 20 (l'heure du repas est 12 h 30), mais eux, ils arrivent entre 8 h 30 et 11 heures en moyenne. Ils n'ont vraiment aucun sens humain, aucune sensibilité. »

Une autre secrétaire de cadre : « Faire partie des cadres, c'est très important pour beaucoup de gens. C'est stupide, ça ne veut rien dire... On les met systématiquement dans une catégorie à part et je ne trouve pas que ce soit bon de ranger les gens dans une catégorie. Ça contribue à les séparer, à leur faire penser que les problèmes de leurs voisins ne les concernent pas s'ils ne sont pas dans la même catégorie qu'eux. »

ERICSSON (Colombes - 92) :

Une employée: « Avant, avec l'ancienne chef de service, on se heurtait à un mur elle refusait tout, surtout les promotions. Maintenant, le nouveau montre qu'on peut faire autre chose. Actuellement, il se débrouille pour faire payer des cours aux employés. »

Un chef de service (commercial), délégué CGT : « Dans les ate'iers, les cadres ont encore la notion d'encadrement, mais dans les bureaux, ils ont de meilleures relations avec les employés. Comme la direction a repris beaucoup de choses en main, ils laissent un peu aller. Ils voient bien finalement qu'ils ne sont eux aussi que des pantins. »

par les travailleurs

Des privilèges, certains substantiels, d'autres dérisoires

CREUSOT-LOIRE (Saint-Etienne - Usine du Marais):

«Des avantages importants s'ajoutent aux traitements, logements par exemple (villas ou appartements loués par Creusot-Loire), entretien de ces logements, indemnités diverses (notamment bourses d'études pour les enfants de cadres), primes de fin d'année pouvant sans doute atteindre plusieurs millions d'anciens

CGCT - Paris-15°:

« La prime semestrielle s'élève à 63 % pour les cadres et 59,5 % pour les autres travailleurs... Certains cadres se déplacent régulièrement dans les usines de province. Ils utilisent les wagons de 1re classe tandis que les employés ou les techniciens ont droit, eux, à la deuxième classe. »

RENAULT -BILLANCOURT :

« Les primes, ce n'est pas le propre des cadres. Mais vu leur coefficient... On touche des primes quatre fois par an, dont une forte en juillet et une forte en décembre. Et là, les cadres partent avec une brouette! Par exemple, la prime en décembre sera de 345 F au coefficient 100. Un chef qui a 1.200 points de coefficient touchera douze fois

345 F, soit 4.140 F!»

« Partir en mission, cela arrive souvent aux cadres. Et eux, en frais de déplacement, ils touchent p'us que les mensuels. C'est même une boutade répandue que de dire que, si on va au restaurant avec les frais de déplacement, l'OS s'arrête au plat de résistance et le cadre va jusqu'au dessert et au pousse-café, facilement, parce qu'il touche plus!» CENTRE TECHNIQUE

RENAULT (Rueil-Malmaison - 92):

« A Rueil, à peine une cinquantaine de cadres ont des voitures de fonction, mais elles sont « hiérarchisées » : les cadres 2 C ont une R 20 L, les cadres 3 C ont une R 20 GTL, tandis que les « hors-cadre » ont une R 30. »

CRAMIF (Sécurité sociale, Paris-19°):

« A partir du chef adjoint de service, le cadre a un petit boxe individuel. Les chefs de service ont un bureau personnel et une secrétaire. »

CRAM (Sécurité sociale - Nantes) :

« Les cadres ont un bureau avec téléphone, beau mobilier, plantes, deux, trois, quatre fenêtres suivant le grade, une moquette proportionnelle au grade, avec paillasson. »

Les cadres qui jouent les jaunes... et ceux qui s'y refusent

CHAUSSON

(Asnières - 92) :

« Pendant la grève de 1974, les cadres ont occupé l'usine, derrière les CRS. Evidemment, il y a beaucoup d'anti-grévistes parmi les chefs de service. Ils ont même occupé l'usine en 3 x 8 ! Mais à force de recevoir les crachats des grévistes qui leur faisaient une haie d'honneur quand ils entraient faire leur sale boulot, ils se sont divisés... »

«Un chef d'équipe a refusé pendant la grève de jouer les jaunes. A la reprise, il a été mis en quarantaine, son bureau servait de réfectoire aux autres cadres; sa table de travail a été transportée au milieu de l'ate!ier et les autres lui ont dit : « Comme ça, tu seras plus près des ouvriers ».

RENAULT -BILLANCOURT :

« Si la direction demande aux agents de maîtrise et aux cadres

d'aller faire masse dans les secteurs en grève pour essayer d'intimider les grévistes, comme récemment au département 38, il y en a beaucoup qui y vont. Ils obéissent à la direction. »

GRANDE SURFACE (région de Lille) :

« Quand le personnel fait grève, par exemple les caissières, la direction embarque les cadres et leur demande de les remplacer. » CGCT (Paris-15°):

« Au début de l'année, des petits mouvements ont eu lieu, auxquels un nombre plus important que d'habitude d'ingénieurs a participé. A la suite de ces mouvements, la direction a exclu tous les ingénieurs des augmentations générales. Pour eux, elles sont attribuées individuellement et sé'ectivement, si bien que certains ingénieurs particulièrement mal vus n'ont eu que 2,7 % d'augmentation depuis le début de

Des horaires plus souples... mais pas forcément moins lourds

CHAUSSON

(Asnières - 92):

« Les cadres ne pointent pas, ils n'ont pas de fiche de présence non plus comme en ont les mensue!s. Ils n'ont pas besoin de bons de sortie et peuvent entrer et sortir comme ils le veulent. Ils ne sont jamais fouillés comme cela arrive aux ouvriers. »

Un SUPERMARCHE de la région de Lille :

« Ce'ui qui a une fonction d'encadrement dans un magasin fait 60 heures, parfois 70 heures. Alors qu'une caissière, elle, fait ses 40 heures. Cela leur arrive de décharger des camions, de venir le dimanche... Mais ils sont toujours payés 40 heures. Ils le font surtout parce qu'ils espèrent en tirer un jour des avantages. »

Chez les cadres, hiérarchisation et division aussi

CRAM (Nantes):

« Les chefs de section sont « au charbon ». Ils sont au contact des employés ils ne sont pas convoqués aux réunions de la direction. Ils font les intermédiaires quand il faut annoncer les mauvaises nouvel'es... tándis que certains, qui arrivent avec des diplômes, coupent l'herbe sous le pied des chefs de section. Ils ont des postes élevés et participent aux réunions. »

CENTRE TECHNIQUE RENAULT (Reuil - 92):

« Sur les 400 cadres, il n'y a que 25 % de cadres « maison ». Depuis cinq ou six ans, on voitarriver de jeunes ingénieurs. Les cadres « maison » ne sont jamais maîtres d'une étude : ils ont toujours un ou deux ingénieurs avec eux. Les ingénieurs commencent avec un coefficient plus bas que les cadres « maison », mais montent beaucoup plus vite.. Chez les hauts cadres, il y a aussi des conflits d'école. Le directeur précédent était « centralien » (sorti de l'Ecole Centra'e) et avait favorisé les centraliens. Maintenant, ce sont des polytechniciens Les centraliens, à un haut niveau seulement, ont été mis sur des

VICTIMES DU CHOMAGE AUSSI

En novembre 1974, l'Agence nationale pour l'emploi (qui a une branche « cadres » : l'APEC) faisait état de 30.000 demandes d'emploi de cadres, soit 33 % de plus qu'en novembre 1973.

Aujourd'hui, en 1977, la même agence dénombre 80.000 cadres au chômage, sur un total officiel de 1 million 200.000 chômeurs. Mais fin 1976 déjà, la CGC comptabilisait 120.000 « cadres et assimilés » privés d'emploi

Pour les cadres aussi, le chômage c'est l'insécurité, l'angoisse, comme nous l'ont exprimé ceux que nous avons interrogés, le 13 octobre dernier, à l'Agence pour l'emploi des cadres de la rue Blanche, à Paris.

Un ancien directeur artistique dans une agence de publicité

« Je cherche du travail par courrier. Seulement, j'ai une profession où il est très difficile de trouver. J'ai écrit, mais pas de réponse... Je compte surtout sur des relations. Je cherche depuis le mois de juin 1977. Pour l'instant, je touche 90 % de mon salaire, soit 4000 F et j'ai des problèmes d'argent.

- Comment voyez-vous le problème du chômage chez les cadres?

- J'ai beaucoup d'amis qui étaient directeurs commerciaux de sociétés et qui ont accepté des emplois qui étaient

nettement en-dessous de leur salaire antérieur. Ils sont vraiment décus d'avoir tant travaillé pour un résultat si négatif. Ils prennent ça comme un changement des temps, comme si on ne retrouvait plus, disons une certaine facon de vivre, une certaine facon de gagner de l'argent. Tout cet effort, nettement plus de 8 heures par jour, peutêtre 10 à 12 heures, pas de dimanches, pas de vacances même parfois, pour un résultat nul... On croit que l'on travaille plus pour accumuler de l'argent, et on n'accumule rien du tout. »

Un ancien cadre de chez Volvo, licencié en 1975 ainsi qu'une cinquantaine d'autres

« Moi, je cherche depuis presque trois ans. Je n'ai pas trouvé parce que je suis trop vieux. A 56 ans, on ne peuf plus trouver d'emploi. J'ai été licencié pour raisons économiques. J'ai touché 90 % la première année. Actuellement, je touche 35 % de mon ancien salaire et c'est bientôt la fin. J'accepterais n'importe quel travail qui correspond à mes connaissances et à mes capacités, mais à 56 ans, on est voué à la mort lente. Lorsqu'on voit dans les journaux « âge maximum 40 ans », cela veut dire qu'à 50 ans et à plus orte raison à 56 ans on peut plus retrouver d'emploi. Le chômage, pour les ca-

dres, c'est crucial, c'est une question de vie. Je ne pense pas que cela va passer. J'ai fait des démarches, j'ai écrit à toutes sortes de ministères, etc. Dans mon entourage, tout lé monde me plaint mais personne ne fait rien.

Je continue à payer des impôts. L'année dernière, j'étais donc dans la période des 90 %. Je touchais donc pratiquement mon ancien salaire Cette année, j'ai 65 % de moins de mon revenu, et je suis obligé de payer des impôts sur ce que j'ai reçu l'année dernière. Je me retrouve maintenant avec des frais des charges auxquels je ne peux plus faire face. »

messieurs les cadres...

Si on laisse de côté l'enseignement, il saute aux yeux que les cadres sont des hommes.

Selon les chiffres du recense-

l'INSEE, les femmes représente-

- 3,4 % du total des ingénieurs : - 12,7 % du total des cadres su-

De plus, les mêmes statistiques

révèlent que les femmes « cadres » sont affectées à des postes administratifs plutôt que techniques, à des postes subordonnés moins bien payés plutôt qu'à des postes de direction.

Voici, en pourcentages du total de chaque catégorie, le taux de femmes employées dans les différentes catégories de personnel (selon les coefficients hiérarchiques) aux usines Kodak, en 1973 (siège social et centres de

Ces chiffres sont éloquents : chez Kodak, comme partout, les femmes sont en majorité aux postes subalternes.

	OUVRIERS	EMPLOYES	TECHNICIENS			MTRISE	CADRES	
	H F	H, F	H F	H. F.	H F	н	F H F	
Nombre	156 150	343 646	76 4	7 0	335 127	63	7 308 26	
% de femmes	49 %	65 %	5 %	0%	27 %	11 %	8 %	



Le piège

du corporatisme

Les « cadres » ont des conditions de vie et de travail privilégiées : belle voiture, appartements de standing et quelquefois résidence secondaire, famille à l'abri du besoin, métier plutôt intéressant, quand ce n'est pas « belle carrière » devant soi. La société bourgeoise occidentale — qui cherche ainsi à légitimer sa propre existence — ne se fait pas faute de souligner et de faire du « cadre » le symbole même de la réussite sociale. Et l'on voit l'image de ce monsieur bien mis, complet-veston et cravate, « attaché-case » à la main, mise en avant par toutes les publicités.

C'est un fait qu'une grande majorité de ceux qu'on appelle « cadres » ont des privilèges et en sont jaloux. C'est là la racine de leur corporatisme.

Mais ce corporatisme des « cadres » est aussi largement entretenu, encouragé — pour ne pas dire exacerbé — par les organisations de type syndical qui se sont implantées dans ce milieu dans une période récente. Et il s'agit là tant de la CGC (Confédération Générale des Cadres) que de la CGT qui, en créant à son tour une organisation « spécifique » à ce milieu, a emboîté le pas, à sa façon, à la première.

La CGC, née dans les années 1944-1947, à une époque où il fallait faire pièce à l'influence exercée par la gauche au gouvernement sur le milieu cadres, est le type même de l'organisation corporatiste. Eile justifie son existence par le fait que les cadres représenteraient une catégorie sociale particulière et ne seraient pas partie intégrante de l'ensemble des salariés.

CGC, bien sûr, déd'abord le principe fend de hiérarchie l'entreprise. Toutes ses revendications vont dans ce sens. Elle se déclare hostile à tout relèvement du plafond des salaires soumis à cotisations de la Sécurité sociale. C'est elle qui, en 1947, a obtenu que soit signée une convention collective nationale instituant un régime de retraite particulier aux cadres, ce devant quoi se sont inclinées les grandes centrales ouvrières.

Et si les dirigeants de la CGC affichent un farouche « apolitisme » — publiquement ils se disent liés ni à tel parti de droite, ni à tel parti de gauche — ils n'en militent pas moins, ouvertement, sur le terrain de la défense de l'ordre établi, c'est-à-dire de l'ordre capitaliste.

La CGC, en effet, a inscrit à son programme « la volonté de sauver les valeurs fondamentales de notre civilisation occidentale ». Elle ne remet nullement en cause, tout au contraire, la légitimité du patronat. Son aspiration est que les cadres - en qui elle voit une couche sociale montante et motrice - puissent réellement détenir « une parcelle de l'autorité patronale », et que l'entreprise ne soit plus « une monarchie de droit divin, mais une monarchie de droit constitutionnel ». Autrement dit, la

CGC exige que le patronat partage son pouvoir avec les cadres

Par ailleurs, la CGC prône ia concertation avec patronat et gouvernement. La grève, selon ses dirigeants, est « un moyen ultime dont il ne faut pas abuser ». Et à coup sûr, ils n'en abusent guère, ne s'associant d'ailleurs que très exceptionnellement aux mots d'ordre de grève lancés par les grandes centrales syndicales ouvrières

Cette politique, bien évidemment, va à l'encontre des intérêts généraux des travailleurs. C'est une politique qui divise. Mais tout en la dénonçant en paroles, les grandes centrales ouvrières — et la CGT la première — suivent le mouvement en encourageant, elies aussi, le corporatisme des cadres.

Bien sûr, CGT et CFDT affirment que les cadres sont

des salariés comme les autres .Mais comme ils auraient leur propre « spécifité » disent les dirigeants de la CGT — il faudrait les organiser à part... Et c'est ce que fait la CGT depuis maintenant trente ans. Ses dirigeants ont d'abord créé l' « UGIC » (Union générale des ingénieurs et cadres), rebaptisée en 1963 « UGICT » (le « T » supplémentaire correspondant à l'intégration aux « cadres » des techniciens). Ainsi, dans l'entreprise, la CGT sépare-t-elle cadres et ouvriers sur le plan syndical. Ils ne se réunissent pas ensemble, ne discutent pas ensemble. Et la CGT rivalise avec la CGC dans la défense de la hiérarchie : depuis des années ses dirigeants se font les champions des augmentations de salaire en pourcentages, donc hiérarchisées, expliquant sans la moindre gêne que les cadres auraient des besoins supérieurs aux ouvriers, ce qui légitimerait des augmentations de salaire supérieures.

Mais à ce petit jeu de la surenchère avec la CGC sur la base du corporatisme, les bureaucrates de la CGT sont perdants : si le Guen, dirigeant de l'UGICT, a la même politique, en fait, que Charpentié, il n'a pas les mêmes succès. Et pour cause : aux yeux des cadres les plus imbus de leur spécificité et de leurs privilèges, la CGC, à tout prendre, semble une meilleure boutique que la CGT.

C'est aux travailleurs et aux cadres les plus conscients, de combattre cette politique corporatiste des confédérations syndicales ouvrières; c'est aux plus combatifs d'imposer que, par-delà toutes leurs « spécificités » — et il en est de multiples —, les salariés s'organisent ensemble, dans les mêmes sections syndica-

Combien de syndiqués? Et où?

Le taux de syndicalisation chez les cadres est très faible : 10 % environ. Et le nombre d'adhérents (ci-dessous) que déclarent les différents syndicats est certainement bien supérieur à la réalité :

CGC: 300 000

UGICT: 130 000

UGC-CFDT : 30 000

Les syndicats de cadres, dans l'entreprise

Creusot-Loire (Saint-Etienne -Usine du Marais) :

« Des conditions draconiennes sont la contrepartie des avantages matériels pour les cadres. Le cadre ne peut « tenir » à Creusot-Loire qu'à la condition absolue d'abandonner toute opinion personnelle sur le plan politique et syndical. La seule organisation tolérée, surtout pour les cadres de la production, est la CGC. »

Renault-Billancourt: (Boulogne - 92):

« Du point de vue de la direction, ce n'est pas bien vu d'être cadre et syndiqué, même à la CGC pro-patronale. Les cadres syndiqués, c'est presque un monde à part parmi les cadres. »

LMT

(Boulogne - 92):

« Sur 670 ingénieurs et ca-

dres, il y a environ 10 % de syndiqués, la majeure partie à la CGC, certains se syndiquant même directement à la fédération pour ne pas se faire remarquer. »

Chausson

(Asnières - 92):

« Les cadres syndiqués se comptent sur les doigts de la main! Quelques-uns sont à la CFDT, d'autres à l'UGICT-CGT et à la CGC. Le syndicat UGICT-CGT est en fait « bidon », il ne regroupe que des techniciens. A la CGC, il y a des cadres libéraux. Ce ne sont pas les p'us mauvais parmi les cadres d'encadrement. Pendant la grève de 1974, la CGC disait n'être pas contre les revendications des ouvriers. Ils sont restés neutres. Par contre, à Gennevilliers, la CGC n'a pas le même visage qu'à Asnières. Là, les cadres faisaient partie de la troupe des jaunes et parmi les plus acharnés parmi les anti-grévistes. Ils ont occupé l'usine jusqu'au bout, protégés par les CRS. »

Centre Technique Renault (Rueil):

« A part deux militants du Parti Communiste, qui sont à la CGT, il y a très peu de cadres qui militent. C'est seulement en période d'élections de délégués que l'on voit un ou deux cadres distribuer des tracts. On les voit à la porte, c'est leur tract annuel et ça fait un peu sourire...

Il y a un délégué syndical CGC. En réunion de délégués du personnel avec la direction, c'est souvent lui qui répond aux questions à la place de la direction. »

Ericsson:

« La CFDT n'a pas de po!itique envers les cadres, ni de candidat dans le troisième collège. La CGC a un délégué du personnel (3° collège) et un délégué au Comité d'établissement. Dans les réunions de Comité d'entreprise, les cadres CGT font des interventions où ils s'affirment meilleurs gérants de l'usine, bien meilleurs à leurs dires que la direction. La CGC se joint régulièrement aux délégations auprès de la direction et elle y soutient les autres syndicats en général. »

Snecma-Hispano

(Bois-Colombes) :

« La CGC est puissante dans l'entreprise. Après la CGT, c'est le deuxième syndicat en nombre de syndiqués et en influence. C'est un syndicat qui se veut offensif, bien informé et surtout bien introduit dans les couloirs gouvernementaux. Dès 1969 (date à laquelle Snecma absorbait Hispano), la CGC se lançait dans une dénonciation systématique de l'incapacité du

P-DG de la Snecma à gérer le groupe, et Hispano en particullier. La CGC lançait même alors les cadres, techniciens et agents de maîtrise dans une grève de trois jours (suivie à près de 100 %). Ils manifestaient, derrière elle, pour faire valoir les capacités des cadres de chez Hispano à gérer « leur » usine, pour maintenir haut le drapeau prestigieux qu'aurait représenté le sigle « Hispano-Suiza »...

Pour augmenter son influence et grossir ses rangs, la CGC d'Hispano-Snecma essaie d'attirer à elle les P3 qu'e'le baptise pompeusement « techniciens d'atelier ». Elle leur passe de la pommade sur leur technicité, leur conscience professionnelle. Aux élections professionnelles, elle présente quand elle le peut le maximum d'agents de maîtrise, de techniciens et même de professionnels... qui sont ensuite amenés à défendre essentie lement les intérêts des cadres au-dessus d'eux. »

Dites un chiffre :

1 à 5? C'est plus! à 10 ? C'est moins!

Un des récents petits jeux auxquels se livrent, dans leur chassé-croisé de querelles, les représentants politiques de la droite et de la gauche, de même que les représentants politiques et syndicaux de la gauche entre eux, est celui de la détermination des écarts hiérarchiques optimum des salaires.

Les écarts les plus différents sont mis en avant. Le Parti Communiste propose 1 à 5; la CFDT propose 1 à 6; le Parti Socialiste déclare - par la voix de Mitterrand - ne vouloir avancer aucun chiffre mais Rocard, lui, propose une plage s'étendant de 1 à 7, à 1 à 9; Fourcade, enfin, donne 1 à 10.

Mais il faut y regarder de plus près.

Quand le Parti Communiste met en avant le rapport de 1 à 5 - ou un rapport « autour de 1 à 5 » -, il parle du rapport entre « salaires moyens de chaque groupe extrême », à l'exclusion des directeurs, P-DG et autres « faux salariés ». Si l'on part du SMIC à 2.400 F que propose Marchais, l'application du « programme » du PC aboutirait à une moyenne des salaires les plus élevés (cadres dirigeants et « faux salariés » non compris, leurs salaires à eux ne seraient pas touchés) de 12.000 F mensuels... C'est approximativement la moyenne autour de laquelle ils tournent aujourd'hui.

La CFDT, elle, ne parle pas d'écart entre les moyennes, mais entre le salaire minimum et le sa'aire maximum distribué, y compris celui des cadres dirigeants. Son « de 1 à 6 » apparaît donc p'us radical que le « 1 à 5 » du PCF. Pourtant, de l'aveu même d'Edmond Maire, l'application de cette mesure ne léserait que 3 % des cadres...

Ce que dit vouloir Rocard, lui, c'est réduire de «1 à 7 » à «1 à 9 » l'écart entre la rémunération moyenne des 10 % les plus bas et des 10 % les plus hauts, écart que l'INSEE (Institut national de la statistique) évalue actuellement à... «1 à 8», selon le même mode de calcul! Ni plus ni moins...

Selon une étude officielle non encore publiée - citée par Jean-Pierre Dumont, dans Le Monde du 27 août 1977 - l'écart entre les salaires moyens des ouvriers et les salaires moyens des cadres supérieurs serait resté, de 1954 à 1973, dans un rapport d'environ 1 à 4. Bien sûr, si l'on veut comparer les extrêmes, c'est-à-dire l'écart entre le minimum vieillesse et les salaires des P-DG les plus haut perchés, on trouve un fossé allant de 1 à plus de 100!

Une même situation peut se traduire par les chiffres les plus différents, selon le mode de calcul employé.

Et les dirigeants de gauche comme de droite ne se font pas faute de jouer sur tout l'éventail... du mode de calcul pour flatter à leur façon leur propre clientèle électorale.

La droite et les cadres

Les hommes politiques de droite ont toujours flatté les cadres. Avec les commerçants, les paysans, les membres de professions libérales, les cadres font partie de ces « couches moyennes », relativement nanties et privilégiées, qui constituent l'électorat traditionnel des Giscard et des Chirac.

Aujourd'hui, dans cette période marquée par les prochaines échéances électorales, la démagogie de la droite au gouvernement en direction des cadres bat son plein. Coup sur coup, en octobre dernier, Barre et Giscard ont reçu le dirigeant de la CGC, Yvan Charpentié, et lui ont donné quelques assurances : la Sécurité sociale ne serait pas déplatonnée, les hauts salaires seraient débloqués. Plus récemment encore, Barre est venu porter la bonne parole à un colloque organisé par la CGC à l'Ecole Polytechnique, et il a encore passé sur le dos des cadres quelques coups de brosse à re-

Mais si Premier ministre et président de la République accordent quelques faveurs à Charpentié, c'est que, derrière sa silhouette, ils voient se profiler l'apport éventuel de quelque deux millions de bulletins de vote!

Et les cadres auraient bien tort de s'y tromper. Les politiciens de droite savent aussi, quand il le faut, s'attaquer à eux. Barre l'a montré il y a peu de temps encore, avec son fameux « plan » qui visait aussi les cadres : blocage total des très hauts salaires, augmentations inférieures à celle du coût de la vie pour les autres, déplatonnement de la Sécurité sociale et impôt sécheresse. Au point d'ailleurs que, le 18 décembre 1976, la CGC appelait les cadres mécontents à manifester tous ensemble dans la rue... ce qui n'est pas si fréquent.

A coup sûr, les hommes de la droite au gouvernement se comportent vis-à-vis des cadres comme les patrons : ils les flattent, dans le même temps

qu'ils les licencient.

La gauche et les cadres



La gauche, elle aussi, flatte les cadres. Tant les dirigeants du Parti Socialiste que ceux du Parti Communiste sont des défenseurs de la hiérarchie. Et bon nombre de cadres savent qu'ils peuvent compter sur Mitterrand et Marchais ministres pour leur conserver leur place privilégiée dans la société. A coup sûr même, certains cadres « de gauche » attendent d'une victoire électorale du PS et du PC une place encore meilleure, dans telle ou telle instance des futures entreprises nationalisées.

Mais si la gauche n'effraie pas les cadres, loin de là (le PC et surtout le PS en comptent un nombre non négligeable dans leurs rangs), elle est pourtant tenue de satisfaire les sentiments anti-hiérarchie de son électorat ouvrier.

C'est surtout vrai pour le Parti Communiste qui mène aujourd'hui campagne en faveur d'une réduction des écarts hiérarchiques de salaires. Mais c'est là une démagogie très nuancée, l'Humanité parlant un jour d'une fourchette de « 1 à 5 » en matière de réduction des écarts, et le lendemain d'une fourchette de « 1 à 9 ». Il n'est pas facile de plaire en même temps à tout le monde!

Ce qui est certain, c'est que tout en se réclamant des intérêts de la classe ouvrière, les dirigeants des partis de gauche sont les défenseurs de l'ordre capitaliste, d'un ordre qui engendre inévitablement la hiérarchie. Et s'ils deviennent ministres, ils n'empêcheront pas plus que leurs collègues de droite les patrons d'être maîtres chez eux. Ils leur laisseront le droit, et de favoriser « leurs » cadres par des augmentations de salaire, et de les... licencier, si la sauvegarde des

"De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins "

Une autre société est possible que la société bourgeoise qui sécrète la hiérarchie par tous ses pores et engendre un cortège d'inégalités et d'injustices.

Bien sûr, la complexité des tâches productives, le nombre énorme et croissant de ceux qui y participent, exigent probablement que certains, à un moment donné, se spécialisent dans des fonctions de techniciens, d'ingénieurs et même de coordinateurs de l'activité des autres, à différents ni-

veaux. Mais même si cela restait nécessaire dans une société communiste délivrée de l'exploitation, les mêmes individus, de toute façon, ne resteraient pas cantonnés à vie et à mort dans les mêmes tâches - chacun pourrait être balayeur le soir et ingénieur le matin. Et surtout, telle ou telle fonction ne serait plus sanctionnée par des privilèges en matière de salaire et de statut. Enfin serait réalisée cette vieille aspiration du mouvement communiste : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Le terme et la notion même des « cadres » — avec tout ce qu'elle implique de divisions et d'ostracismes - disparaîtraient.. Et ce ne sont pas les actuels « cadres » qui y perdraient. Tout au contraire, en abandonnant le masque et le rôle de chiens de garde liés aux basques de leurs exploiteurs, ils pourraient enfin ne devoir plus leur place et l'estime des autres qu'à eux-mêmes, qu'à leurs propres qualités humaines et professionnelles. La grande communauté des producteurs y gagnerait donc en bien-être, en compétence et en dignité. Et ceux

qui aujourd'hui sont « ca-

dres », les premiers. Car les privilèges grâce auxquels la société aujourd'hui les achète, les cadeaux par lesquels les possédants cherchent aujourd'hui à les lier à leur ordre capitaliste sont somme toute dérisoires : quelques liasses de billets de banque supplémentaires quelques ga-lons d'adjudants ou même de colonels, mais une vie étriquée, la menace de l'infarctus ou... du chômage.

Le problème aujourd'hui, pour les travailleurs, n'est donc pas de s'attaquer aux cadres et d'emboîter le pas aux réformistes du genre Maire ou Marchais, qui expliquent que la solution des injustices réside dans une quelconque réduction des écarts hiérarchiques. Le problème est de supprimer et l'exploitation capitaliste et la hiérarchie qu'elle engendre. Le problème est de changer la société dans l'intérêt général, dans l'intérêt des millions de salariés qui sont contraints de vivre avec comme dans celui de ceux qui sont acculés à vivre et à travailler en « encadrant » les

Car il faut le dire et le redire, non seulement la solution qui consiste à proposer une « réduction des écarts hiérarchiques » est fausse et illusoire — pas plus que les hommes politique de droite, ceux de gauche n'empêcheront les exploiteurs de diviser pour mieux régner -, mais cette pseudo-solution réformiste est lourde de conflits et de nouvelles divisions... au sein du monde du travail lui-

Le raisonnement de Maire qui affirme que, puisque certains gagnent trop et d'autres pas assez, il suffirait de prendre aux uns pour donner aux autres, semble peut-être à beaucoup d'une simplicité enfantine. Sous les dehors de l'évidence, c'est pourtant là une machine de guerre contre les travailleurs.

Car ce que Maire et Marchais laissent croire, c'est que les hauts salaires des uns sont en partie responsables des bas salaires des autres.

Pourtant, ce ne sont pas les gras salaires des « cadres », ce ne sont même pas les revenus personnels des patrons, pour imposants et scandaleux qu'is soient, qui provoquent la misère ou la gêne pour des millions de personnes. C'est ce système économique absurde, basé sur la propriété privée et la loi du profit, qui engendre la crise, le chômage, la misère. C'est le capitalisme qui est en cause, et non pas telle ou telle catégorie sociale qui en vit plus ou moins grassement.

Pour créer une société soégalitaire il faut d'abord abattre ce système, il faut d'abord mettre l'ensemble de l'appareil de production, les usines et les banques, au service de la collectivité, et c'est le seul moyen de supprimer les disparités scandaleuses de re-

La démagogie réformiste, elle, qui propose d'enlever à Pierre pour donner à Paul, ne peut mener les travailleurs qu'à des impasses tragiques. Car c'est au fond cette politique qu'avait adoptée au Chili un certain Allende. Et cette politique a dressé les classes moyennes contre la classe ouvrière, sans toucher les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie.

Barre à Tours, BARATIN

Barre prétend ne pas craindre l'impopularité et mépriser les considérations électorales. C'est du moins le personnage qu'il voudrait se forger. Point trop n'en faut sans doute... car devant le tollé qu'avait soulevé chez les commerçants la taxation du croissant et de quelques autres produits alimentaires, il est parti le 21 novembre à Tours, la ville de Royer qui se vantait d'avoir l'oreille du petit commerce, pour sauver ce qui peut être sauvé des voix des boutiquiers.

Bien sûr, devant les quelque 1.200 commerçants réunis à l'Hôtel de Ville, il fallut sauver l'honneur, et Barre fit preuve « d'autorité » en continuant à brandir verbalement la menace de la taxation... pour se faire l'apôtre des « bons » commerçants : « Je ne veux pas que certaines hausses abusives ou excessives provoquent chez les consommateurs des réactions critiques à l'égard d'une profession ». Et si, à Tours, il lui est arrivé de rudoyer son auditoire, ce fut pour mieux lui dire ce qu'il avait envie d'entendre

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Après son opération démagogique visant à désigner les commerçants comme les responsables de la vie chère aux yeux des salariés, ce voyage à Tours n'avait d'autre but que de courtiser une clientèle qui avait mat supporté d'avoir été choisie comme bouc-émissaire.

Rassurant Barre a affirmé qu'il n'était pas question de revenir sur la loi Royer, censée protéger le petit commerce contre les grandes surfaces. Royer lui-même, en bon serviteur du gouvernement, s'était chargé de rassembler

l'auditoire du Premier ministre en cautionnant ses propos par sa présence. Et Barre en a rajouté : des facilités seraient accordées aux jeunes commerçants ainsi qu'à ceux qui rénovent leurs installations dès janvier 1978 (mesures fiscales plus favorables, primes d'installation pour l'artisanat. accroissement des prêts), des tables rondes seraient organisées conformément à la revendication des commerçants. etc. A tel point que la salle, qui avait commencé par le siffler, finit par l'applaudir dans sa majorité.

Barre n'a donc pas lésiné sur les apaisements et les promesses. On a beau prétendre avoir le courage d'être impopulaire, c'est une qualité dont un professeur d'économie ne tient pas à abuser quand il va au charbon électoral...

Michel RITTER

Majorité :

LA MÊME CAMELOTE A VENDRE

«La France est malade...», pour la soigner il faut «une ncuvelle médecine», avait déclaré Chirac. «Il faut éviter les charlatanismes de tout bord», rétorque Barre quelques jours plus tard. Bref, les leaders de la majorité font, on le voit assaut d'amabilités.

Mais les deux rebouteux ont le même remède : la diète. Enfin, la diète pour les autres, pas pour les patrons bien sûr. Et Chirac a beau saisir toutes les occasions de prendre verbalement le contre-pied de Barre, sur les travailleurs immigrés, les petits commerçants... il a voté le plan Barre. Et les deux compères avaient même, à la rentrée, signé un vague « programme commun » de la droite pour faire la pige à la gauche divisée.

Il fallait quand même que la querelle reprenne, et vite, parce que, quand on a la même camelote à vendre, il est difficile d'attirer les clients vers sa propre boutique sans dénigrer bruyamment celle d'à côté.

Jean VITTEAUX

Chirac pour Paris: LES PLATANES SE MEURENT, LES PARCMÈTRES FLEURISSENT

Chirac vient de proposer au Conseil de Paris, non seulement l'extension du stationnement payant rotatif (les fameux parcmètres, limités à deux heures), mais également le « stationnement payant résidentiel rotatif », s'il vous plaît et qui consiste à faire payer le stationnement des véhicules pendant une journée entière, stationnement qui jusqu'à présent était gratuit.

Il en coûtera donc maintenant, grâce à Chirac, la somme journa'ière de 6 F, sauf dimanches et fêtes. Le racket continue.

Encore une fois, c'est une sélection par l'argent qui s'organise. Les plus aisés pourront facilement se garer près de leur domicile. Quant aux autres, qu'ils se débrouillent. Le souci de Chirac n'est certes pas de faciliter la vie des Parisiens ni de trouver des solutions rationnelles à la circulation dans Paris, mais de faire rentrer de l'argent dans les coffres.

Car cela risque de rapporter gros. Déjà en 1976 c'est 72 millions qui avaient été récupérés sur le dos des automobilistes.

Si cela continue, Paris ne sera bientôt plus qu'un immense champ de parcmètres. C'est que ces derniers semblent vraiment dotés de toutes les vertus, même celle de rendre le stationnement dit « gênant » dans certaines rues encombrées beaucoup moins gênant, à partir du moment ou il rapporte des espèces sonnantes et trébuchantes.

Aux encombrements, aux rues saturéees de véhicules aux voitures qu'on ne sait pas où garer à la pollution par les gaz d'échappement, Chirac répond par l'habituel « passez la monnaie ».

Voilà au moins qui est clair à l'inverse de toute sa démagogie électorale.

Juliette ARONI

Dur pour tout le monde!

Si l'année 1976 fut pour les travailleurs celle du chômage et d'une baisse sensible du pouvoir d'achat, il n'en fut pas de même pour le patronat. La revue économique Usine Nouvelle vient de publier des chlf-fres éloquents à ce sujet : les cinq cents plus grosses entreprises industrielles auraient fait, en moyenne, 30,4 % de profits de plus que l'année précédente. Les profits des constructeurs automobiles auraient, eux, plus que triplé en l'espace d'un an!

Ainsi, non seulement les capitalistes se servent de l'inflation et du blocage des salaires pour faire payer aux travailleurs la crise, non seulement ils licencient sans scrupules après avoir touché les subventions prélevées par le gouvernement sur les impôts des travailleurs, mais en plus, ils y gagnent. La crise se révèle rentable pour eux, leurs profits augmentent.

On mesure là l'hypocrisie et le cynisme de Barre qui ose demander à tous, c'est-à-dire aux travailleurs, petits commerçants et petits paysans, de participer à « l'effort » de lutte contre l'inflation.

Car les fauteurs de vie chère, il n'est pas besoin d'aller loin pour les trouver : les chiffres des revues patronales eux-mêmes sont éloquents!

Les chiraquiens aux manivelles.

« Nous ne pouvons accepter sans réagir, et sans réagir énergiquement, que not re croissance soit ainsi rédulte, que la progression régulière de notre pouvoir d'achat soit ainsi affectée, que la situation de l'emploi soit ainsi dégradée... » Quel est ce nouveau « leader ouvrier » qui parle ainsi ? C'est Jacques Chirac, s'adressant aux membres de l'Action Ouvrière et Professionnelle, réunis en premier congrès le samedi 19 novem-

Eh oui, Chirac veut faire « peuple », veut faire « ou-

vrier », démontrer que les partis de gauche, PC et PS, n'auraient pas le monopole de la représentativité au sein du monde du travail. D'ailleurs, avec la création de l'AOP, née avec le RPR, Chirac se croit dans la lignée des entreprises gaullistes, cherchant à singer son illustre prédécesseur en se présentant comme le rassembleur de tous les Français au-dessus des classes.

Pressé par les prochaines échéances électorales, Chirac veut donc essayer la recette. Et le voilà qui nous annonce que l'AOP aurait un an, six cents sections d'entreprises, quinze mille adhérents, rien de moins!

Certes, quelques affiches de l'AOP ont fleuri ces temps-ci sur les murs. Mais si cela prouve quelque chose, c'est qu'il est plus facile pour un politicien bourgeois du genre Chirac d'embaucher des colleurs d'affiches, moyennant finances, que de se trouver de réelles sympathies et une réelle assise dans la classe ouvrière. Et pour cause : les ouvrières ne sont pas si fous!

A.



L'embauche des jeunes : | ANNONCE DE

DU BLUFF POUR LES JEUNES, TOUT BÉNÉFICE POUR LES PATRONS

A grand renfort de communiqués satisfaits, le CNPF et le gouvernement viennent de faire connaître les premiers résultats de leur opération « embauche des jeunes », un nom bien trompeur qui camoufle soigneusement la réalité.

Selon les chiffres donnés - que rien ne permet de vérifier -264.582 jeunes auraient déjà été embauchés, alors que l'objectif fixé était de 300.000 pour la fin décembre. Et Beullac et le CNPF de se féliciter : le chiffre atteint le serait « en avance » sur les prévisions, et 109.915 de ces jeunes auraient obtenu des contrats d'embauche définitive.

Mais il n'y a vraiment pas de quoi se vanter, car ces mêmes chiffres prouvent que les 154 667 autres ne sont en fait que des chômeurs en puissance : il s'agit des jeunes qui ont été pris momentanément, dans le cadre des divers types de stages de formation dont le gouvernement multiplié les formules. 56 433 d'entre eux seraient embauchés dans le cadre d'un « contrat d'apprentissage », contrats réservés aux jeunes de 16 à 20 ans, d'une durée deux ans et rémunérés 15 % du SMIC le premier semestre, 25 % le deuxième et 45 % le troisième (ce taux étant majoré de 10 % pour les apprentis de plus de 18 ans); 84 378 dans le cadre des « stages pratiques » qui durent entre six et huit mois et sont payés par l'Etat et non par l'employeur à 90 % du SMIC; 13 856 dans le cadre des « contrats emplois-formation » contrats de durée limitée généralement entre six mois et un an, dont la rémunération ne peut être inférieure au SMIC.

En fait, ces diverses mesures « d'aide aux jeunes chômeurs », loin d'être des so-



Les offres de Barre : du travail sous-payé. On comprend que tous les jeunes ne s'y précipitent pas.

lutions au chômage comme le prétendent gouvernement et patronat, s'inscrivent au nombre des menus services qu'ils se rendent mutuellement : le gouvernement finance les charges sociales de ces jeunes, et même dans certains cas l'intégralité de leur salaire, et offre ainsi aux patrons une main-d'œuvre à bon marché. En échange, comme on ne voit vraiment pas pourquoi les patrons n'embaucheralent pas dans ces conditions, les statistiques sur le nombre de chômeurs se trouvent quelque

peu dégonflées - ou du moins progressent moins vite - résultat appréciable pour la majorité en cette période électorale.

La plupart de ces jeunes ainsi « embauchés » et souspayés ne sont donc que des chômeurs déguisés. Mais patrons et gouvernants sont satisfaits : l'opération offre de la main-d'œuvre quasiment gratuite aux premiers, quelques voix de plus aux seconds.

Michèle RITTER

CIEMENTS

La direction de la Saviem vient d'annoncer 700 licenciements. Celle de Berliet se préparerait à en annoncer 1.300. Ainsi, à elles deux, les deux firmes de la division poids !ourds de !a Régie Renault préparent 2.000 licenciements.

A la Saviem, ce sont les travailleurs de plus de 58 ans qui seront touchés : ils percevront 85 % de leur salaire jusqu'à ce qu'ils aient droit à leur retraite à taux plein.

Chez Berliet, il s'agirait de licenciements col'ectifs pour raisons économiques, c'est-à-dire que les 1.300 travailleurs licenciés seraient indemnisés à 90 % pendant un an.

La crise qui touche les usines de poids lourds n'est pas nouvelle : elle dure depuis trois ans. D'après les chiffres de la CGT, il y aurait eu durant ces trois ans, au total, 1.500 licenciements chez Ber'iet. Et à la Saviem, depuis le début de l'année, les jours de chômage partiel se sont succédé.

Cette crise, c'est une crise de « surproduction » : les camions produits ne sont pas vendus. Non que tous les besoins en matériels de transport soient satisfaits, il s'en faut de beaucoup. Partout en France, par exemple, à Paris et en province, les transports en commun sont notoirement insuffisants. Allors s'il y a trop de camions, ou plutôt si ceux-ci ne se vendent pas, eh bien qu'on fabrique des autobus ou des autocars, pour renouveler et développer le parc existant.

Mais cette solution, simple, logique, qui consisterait à mettre la production au service des besoins de la population, e'le est impossible, « irréa iste », dans la soc été capitaliste. Car c'est une société où les entreprises - qu'elles soient nationalisées ou pas - visent à vendre pour réaliser un profit, et ne visent nullement à produire pour la satisfaction des besoins. La conséquence nuisible, aberrante, c'est d'une part le stockage de centaines de camions inutilisés, et, d'autre part, dans tout le pays, un sous-équipement criant en moyens de transport, avec, en prime, le chômage pour des centaines de tra-Annie DESCHAMPS

Comme Barre, le PCF compte sur la relance de l'économie pour

« Pour en sortir, 500.000 chômeurs de moins : c'est le titre de la double page de l'Humanité-Dimanche du 16 novembre pour la-quelle la direction du Parti Com-muniste avait décidé un effort particulier de diffusion. Comment le PCF compte-t-il

que les travailleurs « s'en sortent » ? Comment compte-t-il diminuer le chômage? Non pas en contraignant les patrons à ne pas licencier, mais en espérant la re-lance de l'économie. Et comment relancer l'économie? Le PCF, dans ce même numéro, propose de diminuer l'imposition des bas salaires, de réduire la TVA, etc., car selon lui: «Ce transfert de ressources importantes (...) a un effet immédiat : il accroît la consommation. Par voie de conséquence, il stimule l'économie. Donc provoque un besoin de main-d'œuvre. D'où réduction du chômage ». Voilà, c'était simple, il suffisait d'y penser.

Seulement la crise du système capitaliste a des causes plus profordes qu'un « ralentissement de la consommation »; elle est liée au système lui-même. Et il ne suffit pas de relancer « la consom-mation populaire » à supposer que cela se fasse, pour y mettre fin. Et même s'il y a relance des investissements, cela n'entraînerait en aucune façon automatiquement la diminution du chômage. Car même si les commandes augmentaient, rien n'ob'igerait les capitalistes à embaucher, puisque aucune contrainte n'est prévue à leur égard. Ils pourraient comme ils le font toujours en pareille occasion, accroître les horaires et intensifier les caden-

L'autre mesure proposée par le PCF est la suivante : « le budget 1978 établi par le Parti Communiste comporte les crédits pour ce redémarrage et l'aide à la pe-tite et moyenne industrie. Le renouveau d'activité créerait au

cours de la première année 300 mille emplois nouveaux ». Mais cette mesure, qu'est-ce donc d'autre que ce qu'a déjà fait, et à plusieurs reprises, Giscard? Car appelons un chat un chat et « l'aide à la petite et moyenne industrie » des subventions aux capitalistes. « Petits et moyens » tient à préciser le PCF? Voire. Mais de toute façon, capitalistes tout de même. Et ce que propose le PCF n'est rien d'autre, en clair, que de distribuer des milliards aux patrons, pour que ceux-ci, « stimulés », se décident enfin à embaucher. Seulement il n'y avait pas besoin d'avoir le PCF pour cela. C'est ce que fait Barre aujourd'hui, en déclarant que c'est pour inciter les patrons à em-

baucher des jeunes. Le PCF peut bien conc'ure quelques pages plus loin : « Nous refusons d'être les gérants plus ou moins loyaux d'un capitalisme en crise français dial ». Il se place en fait dans la ligne des politiciens actuels qui s'engagent, à l'aide de subventions aux patrons, à créer 300.000 emplois d'ici la fin de l'année. Cette politique, c'est ce'le qui, au nom du réalisme économique prétend lutter contre le chômage non seulement en refusant de s'en prendre aux droits des capitalistes mais au contraire en les subventionnant.

Non. Pour mettre fin au chômage, radicalement, il faut imposer de force aux capitalistes l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, et, audelà, un plan de production capable de satisfaire les besoins de la population laborieuse. Mais cette politique ouvrière face au chômage, les travailleurs ne peuvent en aucun cas l'attendre du PCF, sans parler du Parti Socialiste, mais d'eux-mêmes.

Paul SOREL

Grève dans les cafésrestaurants de Toulouse

Lundi 21 novembre, sept grands restaurants de Toulouse ont été contraints de fermer leurs portes en raison de la grève décidée par le syndicat CFDT des employés d'hôtellerie. Ce mot d'ordre de grève avait été lancé pour protester contre le licenciement, à cause de son activité syndicale, d'un employé du café-restaurant « Albrighi », dont les employés sont eux en lutte depuis plus de trois semaines.

Il est certes rare de voir se dérouler des mouvements de grève dans le secteur des cafés-restaurants. Pourtant, le personnel de la restauration a généralement des conditions de travail particulièrement scandaleuses. Souvent le patron ne paye aucun salaire

ni aucune charge : tout est bénéfice! Les serveurs non seulement vivent de leurs seuls pourboires, mais doivent encore en prélever une partie pour payer leur Sécurité sociale ou leurs congés payés.

Quant au personnel qui n'est pas en contact avec la clientèle. il est la plupart du temps payé bien en-dessous du SMIC. Enfin, le contrat est presque toujours tacite, si bien que les patrons ne se privent pas de licencier du iour au lendemain celui qui ne leur plaît pas.

Aussi depuis le début de l'année, de nombreux travailleurs de l'hôtellerie se sont syndiqués; ils revendiquent une convention collective départementale de l'hôtellerie et l'élection d'un déléqué syndical par quartier et d'un délégué du personnel pour tout établissement de plus de cinq sala-

Les réactions des patrons (dont beaucoup sont d'anciens militaires) ont été très violentes : à « L'Entrecôte », tous les syndiqués se sont fait licencier, et c'est aussi le licenciement du candidat-délégué ,la veille des élections, qui est à l'origine du conflit de « l'Albrighi ». Dès l'annonce de son licenciement, les serveurs de « l'Albrighi » ont décidé de faire grève jusqu'à sa réintégration, et très vite la solidarité s'est organisée chez les serveurs du centre de Toulouse.

USINE ROSIÈRES (St. Florent du Cher)

Non à la fermeture de la garderie

A Rosières, tout appartient au patron, l'usine où sont fabriquées les « extraordinaires cuisinières Rosières » (comme dit la publicité), les maisons sans confort de la c'té, les routes, et même

Cette « garderie-maison » nous rendait bien service. Nous pouvions, le matin, y déposer les enfants à partir de 7 h 30, à l'embauche, et les récupérer à 17 h ou à 17 h 30 à la sortie. Actuellement, une trentaine d'enfants non scolarisés y sont en

Mais la direction, économies obligent, a l'intention de fermer cette garderie.

Non seulement elle va priver d'emploi les deux personnes qui s'occupent des enfants, mais elle va créer aux mères de famille de nouvelles difficultés financiè-

A qui confier alors les enfants, sinon à une nourrice ? Avec nos petits salaires, certaines mères de famille ne pourront pas se le permettre et devront rester à la maison. La mesure de la direction reviendra ainsi à contraindre certaines ouvrières à quitter leur emploi pour garder leurs gosses à la maison.

Mais nous sommes nombreu-





...et la cité Rosières.

ses à trouver ce procédé révoltant et nous ne sommes pas décidées à l'accepter. Si la direction met ses projets à exécution,

quelques camarades parlent d'amener les enfants dans les ateliers, et nous saurons bien nous organiser pour les garder!

Quand Creusot-Loire pousse à l'accident

Dans la nuit de mercredi, un accident grave a été évité de justesse. Un de nos camarades conduisait la chargeuse et déversait du molybdène dans le four. Le molybdène étant humide, le four a réagi violemment, projetant la crasse et l'acier tout autour de la chargeuse, et même Jusqu'au milieu du plancher des

Le chauffeur a fait le maximum pour dégager la chargeuse et c'est seulement quand elle a pris feu de tous côtés que notre camarade a sauté. Quelques secondes après, la chargeuse s'embrasait, le pare-brise et tous les tuyaux hydrauliques éclataient.

Et comme la chargeuse enflammée risquait d'exploser à tout moment, nous nous sommes réfugiés dans tous les coins de l'atelier. De tels incidents ne sont pas nouveaux. Déjà des camara-

des se sont faits grièvement brûler, et régulièrement nous devons sauter en catastrophe.

Nous en avons assez de servir de « kamikaze » au service des profits de Creusot-Loire. Nous devons imposer à la direction qu'elle étudie dans les moindres détails la conception de ses en-

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Creusot-Loire Le Breuil.

CHR-BORDEAUX:

Innovations coûteuses et misère quotidienne

Le journal Sud-Ouest vient de faire un article élogieux sur le nouvel hôpital de Pellegrin. L'inauguration de ce nouvel hôpital ultra-moderne se fera au printemps, et l'on peut être sûr que c'est le candidat Chaban-Delmas qui l'inaugurera en grande pompe avant le mois de mars...

1 046 lits, 17 étages, 30 salles d'opération, 20 salles de radio, etc., pour un prix de 310 millions de nouveaux francs, annoncé par Sud-Ouest ...

On ne peut certes que se ré-jouir de voir le CHR se moderniser, mais beaucoup se posent la question : « Combien de personnel y aura-t-il, dans cet immense

Car, au CHR de Bordeaux, en matière de personnel, nous sommes habitués à la pénurie la plus

A l'hôpital Xavier Arnozan, par exemple, le dimanche après-midi 30 octobre, pour 40 malades, il n'y avait qu'une ASH et une infirmière...

Pour le personnel, le travail est éreintant et cela d'autant plus que le nombre en est plus que

réduit. Faire le ménage de ces immenses salles, donner les soins, faire manger les pensionnaires... au bout de la journée, c'est l'épuisement. Aussi les congés-maladie se succèdent non remplacés, ajoutant à la fatigue des autres. Et les emp oyés n'ont qu'un désir : être mutées ailleurs..

Pas étonnant, dans ces conditions, que 40 malades soient laissés avec deux employées; d'ailleurs, depuis le 9 novembre, six employées sont en congés-maladie en même temps. La direction, prévenue depuis longtemps, ne fait rien. C'est pourquoi quelques employées, avec le syndicat CGT, on dressé un rapport sur la situation et l'ont porté à la direction générale...

Voilà la réalité quotidienne de l'hôpital, celle dont la presse parle peu.

Pour Chaban et Cie, financer à coups de milliards les grosses sociétés de construction, c'est intéressant, puisque ça rapporte. Mais quand il s'agit ensuite de gérer décemment l'hôpital, c'est une autre affaire.

Correspondant LO

ERICSSON-BREST

au travail en 2X8

A Brest, l'usine Ericsson emploie environ 800 personnes. La production consiste essentiellement dans la fabrication de centraux téléphoniques.

L'usine de Brest ne travaille pas en 2 x 8. Cela a été obtenu après une lutte des ouvrières. Dans tous les secteurs à majorité féminine, le travail en équipes avait été supprimé. Mais depuis quelque temps, la direction tente de réintroduire ce mode de travail. En effet, on assiste actuellement à une reconversion de la technologie des téléphones, passant de l'électro-mécanique à l'électronique, ce qui entraîne l'achat de nouvelles machines particulièrement coûteuses, que la direction veut rentabiliser le

plus vite possible. Mais le système de travail en 2 x 8 est particulièrement épuisant pour la santé des ouvrières, et il pose de graves problèmes tels ceux des transports ou de la garde des enfants... surtout à ceux qui habitent en campagne loin de l'usi-

Si la direction veut réinstaurer les 2 x 8, c'est uniquement dans le but d'augmenter encore un peu plus ses profits. Mais dans l'usine certaines ne sont pas prêtes à accepter ce retour en arrière sans broncher et on assiste actuellement au développement du mécontentement, surtout parmi les ouvrières.

Correspondant LO

AIR-FRANCE: La RESA en grève

Depuis le 14 novembre, les employés de la Réservation sont en grève reconductible de 24 heures. Vendredi dernier, tout DRP était

Ils revendiquent l'embauche de personnel à temps complet, refusent les horaires contraignants et réclament la réduction de la durée de travail à 36 heures.

La direction n'a pour l'instant rien cédé, et apparemment elle semble décidée à imposer sa politique d'embauche d'agents à temps partiel, politique qui lui permettrait de « rentabiliser » le service et non d'alléger les tâches des agents.

Contre de telles mesures qui entraîneraient une dégradation de leurs conditions de travail, les collègues de la Résa sont décidés

Ils ont raison. C'est le seul langage que la direction comprend.

Extrait du bulletin LUTTE OUVRIERE d'Air-France Blanqui (Paris)

Renault-Billancourt

Au département 38 huitième semaine de conflit

Un très long conflit :

La direction de la Régie se souviendra certainement de ce conflit pas tout à fait comme les autres. Au départ, les caristes du département 38 refusaient la nouvelle organisation de leur service. Ils se sont mis en grève. La direction appliqua alors pour éviter une éventuelle généralisation du conflit une parade qu'elle a mise systématiquement au point (grève des presses en 1973, la grève des pistoléteurs dans l'île Seguin plus récemment) : elle lockoute une partie des travailleurs prétextant l'impossibilité d'assurer la production. Ainsi au 38, quelques jours après le début de la grève des caristes, les 800 travailleurs du

département furent mis en chômage technique. La maitrise leur laissa complaisamment entendre qu'ils n'avaient pas à s'en faire, qu'ils seraient indemnisés « comme cela s'est toujours fait aux environs de

La grève des caristes qui est à l'origine du conflit s'est terminée le 7 novembre. Ce n'était pas une victoire, ni un échec, mais un compromis : une nouvelle organisation du service était obtenue, la procédure du licenciement intentée contre les caristes annulée, l'équivalent des 30 % des heures de grève payées. Et surtout les grévistes n'étaient absolument pas démoralisés.

La colère des lockoutés

Les caristes reprennent le 8 novembre... Par contre, les travailleurs lockoutés avaient la veille, par une majorité écrasante, rejeté comme inacceptables les propositions de la direction (palement à environ 50 % des heures perdues). Ils se réunissent et refusent de reprendre le travail. « C'est la direction qui nous a mis en chômage... à elle de payer à 100 % ».

Aujourd'hui, mercredi 23 novembre, le département 38 est toujours silencieux, les portes bloquées dans la journée 150 travailleurs en permanence sont là, la CGT dirige le mouvement. Il n'y a eu jusqu'à présent aucune entrevue avec la direction, la seule réponse qu'elle donne est : « Reprenez le travail, on discutera après ». Elle a aussi envoyé une lettre en fin de semaine aux travailleurs. Le ton est menaçant; elle y assimile la non reprise

du travail à une absence non justifiée. Elle a fait savoir par voie d'affiches qu'elle avait les moyens de donner du travail dans d'autres départements. Si quelques travailleurs ont accepté, c'est loin de représenter la tendance généra-

Les caristes du 38 dans tout cela? La direction n'a pas osé les mettre en chômage technique! Ils sont payés normalement. Pour sauver la face, elle les occupe à des petits travaux de nettoyage. « On balaie plutôt deux fois qu'une la même poussière » disent certains d'entre eux, goguenards!

La lutte continue donc au 38. I's veulent l'indemnisation à 100 % des heures de lockout. Ce ne sont pas les ouvriers qui ont choisi de se mettre en chômage technique! A la direction de payer.

Pontcharra (Isère) 180 ouvrières en grève

Moyet-Perrin à Pontcharra (Isère) est une petite entreprise de 180 ouvrières qui fabrique toutes sortes d'objets cartonnés et en papier (assiettes, verres, serviettes, couronnes pour gâteaux des rois...).

La plupart des femmes qui y travaillent sont payées 8,48 francs de l'heure, ce qui fait des salaires de l'ordre de 1.600 F par mois. De nombreuses machines ne sont pas équipées de sécurités et il arrive souvent que des ouvrières aient les doigts coupés.

Alors, il y a dix jours, après quelques' débrayages inefficaces, elles ont décidé de se mettre en grève pour de bon et d'occuper l'usine « de l'extérieur » car « dans l'usine, il y a plein de papier, le moindre mégot pourrait mettre le feu ». La revendication essentielle porte sur des salaires minimum à 2.200 F.

En ce dimanche 13 novembre, malgré la pluie, le moral est au beau fixe. Des négociations avec le patron sont prévues pour le lendemain. Une dizaine de travailleuses font le piquet, elles se réchauffent autour d'un gros fût dans lequel brûle du bois. Tout le temps, elles ont de la visite : les uns amènent du bois, une femme amène des tartes, une autre du café, ce soir un gros couscous est prévu pour l'équipe qui va passer la nuit. Tout le monde est gai. Et la combativité, elle, n'est pas en reste : « Pas question d'arrêter si le patron ne cède pas!». « Nous les femmes, on refuse d'être les outils du patron. » « Depuis 8 ans, on n'avait jamais fait grè-

ve, alors le patron il en a profité, mais il va voir ce que c'est les femmes de paysans de Pontcharra. » « Moi, je suis à 8 mois de la retraite, mais je me battrai jusqu'à la dernière pomme de terre de ma cave! »

Lundi 14, une centaine d'ouvrières accompagnaient les déléguées à Grenoble où ont lieu les négociations. Après 4 heures 30 de discussions, le patron finit par céder sur plusieurs points : pas de salaire inférieur au SMIC, augmentation de 5 %, augmentation de 150 F de la prime de fin d'an-

Mardi, c'est la reprise, et même si la victoire n'a pas été totale, les femmes de Pontcharra sont fières de leur

Correspondant LO

L.B.M. (Vierzon) **Douze licenciements**

A LBM, entreprise de 150 ouvriers qui fabrique des machinesoutils, douze licenciements viennent d'être annoncés. A l'appel des syndicats, environ la moitié des travailleurs se sont mis en grève. Ils ont manifesté à plusieurs reprises dans les rues de Vierzon, la semaine dernière.

Les travailleurs sont écœurés par le cynisme de la direction qui, depuis un an, proclame son intention de « rationaliser !'entreprise » : on voit aujourd'hui ce que la « rationalisation » veut

Petit fait qui en dit long sur le cynisme de la direction : voici quelques semaines, la direction de LBM envoyait un médecin Sécurex chez un travailleur malade du cœur pour le pousser à

reprendre le travail. Le jour où ce dernier recommençait à travailler, i' était victime d'un malaise cardiaque.

La direction avait à tout prix besoin de son travail au point de mettre sa vie en danger... Aujourd'hui, il est parmi les douze li-

Correspondant LO

Aux Assurances-Nord Une lampe témoin à chaque poste de travail

Depuis 1973, les horaires dits personnalisés » sont appliqués. Si, au départ, cela a pu apparaître comme une facilité, ces horaires mobiles permettent en réalité un contrôle permanent des

Dans chaque bureau, une série d'horloges ont été installées (autant que d'employés) et cha-Correspondant LO cun a son compteur personnel dans lequel il doit « badger » et « débadger », c'est-à-dire mettre et enlever son badge, ce qui met en route ou arrête l'horloge. Le comble du luxe, c'est qu'ici le compteur se double d'une lampe qui atteste de la présence. Si elle est allumée, il faut donc être à sa place et d'un seul coup d'œil, n'importe quel chef peut le véritier! Certains chefs se taillent

des néputations de zélés contrôleurs (sans doute une tâche à leur hauteur!).

Evidemment, pour la direction, c'est un moyen de ne pas perdre une minute pour nous exploiter.

A l'heure où l'on parle de mise en fiche des citoyens, ici, au Nord, nous sommes déjà sur horloge lumineuse. On n'arrête pas le progrès! Correspondant LO

DEVANT L'INTRANSIGEANCE DE CHIRAC, LES ÉGOUTIERS PLUS DÉTERMINÉS QUE JAMAIS

Depuis plus d'un mois les égoutiers parisiens sont en grève et depuis plus d'un mois ils se heurtent à un mur : Chirac ne veut pas céder.

Chirac parle même de « mettre les égoutiers à genoux » et à cet effet, le vendredi 18 novembre, il envoyé à chaque gréviste une lettre leur disant que la grève était illégale, que la mairie n'était en rien opposée à leurs revendications, mais qu'il fallait attendre le vote du budget 1978. Bref que la grève n'avait pas lieu d'être.

Face à cela, les égoutiers continuent à faire connaître leur mouvement : manifestation devant l'ORTF, devant le ministère du Travail, et le lundi 20 novembre, devant le conseil municipal de Paris, distributions de tracts. Mais ils ont en plus décidé de durcir leur mouvement : ils ont commencé à occuper les ateliers et les bureaux afin d'essayer de paralyser tout

le service des égouts.

La grève continue à être bien suivie (à plus de 80 %). Et pour les égoutiers, il n'est pas question de s'arrêter avant que leurs revendications ne soient satisfaites.

Correspondant LO



Fourmies : une petite ville du Nord face à la crise

Depuis août 1973, soit à peu près le début de la crise actuelle, dans les environs proches de Fourmies, petite ville de 17.000 habitants, onze entreprises ont termé leurs portes. Dernièrement, les Verreries Parant de Trelon ont licencié la centaine d'ouvriers qu'elles occupaient. Il faut ajouter à cela les entreprises qui réduisent leurs effectifs comme les Etablissements Pierre et Bertrand de Fourmies qui ont annoncé 78 licenciements sur les trois cents salariés que compte l'usine.

Depuis quelques dizaines d'années, avec l'apparition du textile synthétique et le développement de la concurrence, la plupart des petites usines ont été reprises par des groupes industriels plus importants.

Aujourd'hui, alors que la crise s'approfondit, la concurrence exacerbée se concrétise par des restructurations, des faillites de petites usines dont les travailleurs sont bien sûr les premiers à faire les frais, mais aussi tout le commerce local.

CENT OUVRIERS VERRIERS LICENCIES A TRELON

« Aucune objection n'ayant été soulevée par l'administration au cours de la période qui lui était réservée aux fins d'enquête..., nous sommes au regret de vous demander de considérer la présente comme la notification officielle de votre propre licenciement... Dès que votre présence ne sera plus nécessaire, nous vous remettrons votre certificat de travail... En vous souhaitant de trouver aussi rapidement que possible un nouvel emploi... ».

Telle est la lettre qu'un travailleur de Fourmies, ouvrier-verrier à la société Les Verreries Parant de Trelon, vient de recevoir ainsi que la centaine de travailleurs occupés dans l'usine :

« Retrouver du travail à 56 ans! Et avec le chômage qu'il y a dans la région! Ça fait un an que la fermeture était dans l'air. On nous l'a annoncée avant les congés mais nous n'avons reçu la lettre de licenciement que le 4 novembre.

Nous fabriquions des flacons pour la parfumerie de luxe, Payot, Dior... L'usine avait des commandes mais elles ont été prises par l'automatique, par Saint-Gobain. Vous comprenez, l'usine utilise des procédés archaïques. Moi, je fabrique 2 500 flacons par jour et nous sommes trois ouvriers pour faire les opérations alors que ces produits sont fabriqués automatiquement dans d'autres usines au rythmie de trois cents à la minute.

Tout ça, c'est voulu par les grosses têtes! Toutes les petites boîtes vont couler pour en faire marcher une grosse. Les riches ne perdent rien, eux, le directeur de l'usine non plus n'a rien perdu. Il a démissionné comme par hasard pour se faire réembaucher à trente kilomètres d'ici, à Landrecies, dans une verrerie qui fabrique des assortiments.

Ils ont fait tourner les machines jusqu'au bout, maintenant qu'elles ne valent plus rien, on met l'usine en vente. Ils ont pris soin de déménager en douce, à l'insu des ouvriers, les deux meilleures machines, elles sont maintenant à Landrecies.

Il y a des ménages où le mari et la femme travaillaient à la verrerie, comment vont-ils faire? Et puis tous ceux qui n'ont que cette spécialité comme métier, qui sont verriers comme moi depuis l'âge de treize ans? Je vais toucher 90 % du salaire pendant un an, mais un an c'est vite passé! Après, il paraît que je pourrai demander la préretraite mais c'est 70 % du salaire. Après quarante-trois ans de travail comme verrier, je gagne 1700, 1800 francs par mois. Comme ouvrier qualifié, on avait dix francs de l'heure comme minimum garanti. Sinon, c'était le travail aux pièces, cinq francs pour les cent à se partager entre le cueilleur et le presseur, 2 F 50 chacun. Au prix qu'ils nous payaient, ils ont dû en faire des bénéfices! Ça a même été déclaré et comme ils n'ont pas été réinvestis dans l'usine, que sont-ils devenus? Ça, on n'en sait rien! ».

Signalons que l'un des gros trusts qui domine le marché du verre, Saint-Gobain a vu ses profits progresser de 64 % en six mois, au rythme de 663 millions de centimes par jour!

LES CONDITIONS DE TRAVAIL D'UNE OUVRIERE DE FOURMIES



Les Visseries Boulonneries de Fourmies emploient six cents travailleurs. Parmi eux, deux cents femmes toutes OS sauf deux qui sont professionnelles. Leur salaire moyen est de 1 650 à 1 700 francs par mois. Il atteint 2 000 francs pour celles qui travaillent en équipe.

Une ouvrière nous a raconté sa journée de travail :

« Quand je suis d'équipe du matin, je commence à 4 h 30, donc je me lève à 3 h 30. Jusqu'à 12 h 30, je suis sur machine. Ça consiste à produire le plus possible, charger, décharger les machines. Pendant huit heures au rendement avec une pause de vingt minutes pour manger.

Les accidents du travail sont nombreux. Cette semaine une dame s'est ouvert la jambe parce que les bacs n'étaient pas rangés. Ils traînent depuis plus de

deux ans. Une autre ouvrière a reçu un container sur le pied, encore une autre il y a quelques semaines a eu le doigt de pied cassé par un couvercle de machine. Des personnes sont brûlées par des copeaux de métal tous les jours. Elles le reçoivent en pleine figure, dans le dos, partout...

Nous évitons au maximum de nous absenter. Parce qu'alors nous sommes sûres de ne pas retrouver notre place. Comme dit le directeur « Vous êtes à la disposition de l'entreprise, on vous met où on veut ». Il est déjà arrivé qu'on nous fasse nettoyer les WC.

Avec mon mari, nous faisons équipe contraire pour garder les enfants, alors nous nous voyons au croisement, deux minutes, aussi un peu le soir quand il rentre »

A Aniche, un seul avenir : chômeur

A Aniche, dans le Nord, on travaillait auparavant soit aux Houillères, soit au Verreries. Les Houillères n'embauchent plus depuis plusieurs années, il restait les Verreries. BSA qui emploie près de 1 000 ouvriers. Sovirel 200, et Saint-Gobain près de 2 000.

Mais à BSA, les ouvriers viennent d'apprendre officiellement que la moitié d'entre eux (450 sur 930) serait licenciée en septembre 1978. Jeudi 17 novembre, les ouvriers sont en grève. Voici ce que nous ont dit les membres du piquet de grève que nous avons interrogés :

« Il paraît que le procédé de fabrication n'est plus rentable. Ils annoncent pour le moment 450 licenciements mais c'est pour ne pas annoncer d'un seul coup la fermeture totale de l'usine.

Pour le moment, on nous promet 150 places dans

une nouvelle société: Profil Norfram, les machines seraient payées par Renault, les bâtiments par le gouvernement, et les ouvriers au SMIC. Cette société, il faudrait d'abord être sûr qu'elle va fonctionner, mais même dans ce cas, pour les autres, rien n'est prévu. Saint-Gobain n'embauche pas il a paraît-il du personnel en tron, Sovirel, quant à lui, propose 5 millions d'anciens francs à tous ceux qui veulent partir.

Et depuis qu'on parle de licenciements, les salaires n'augmentent plus. De plus maintenant beaucoup d'entre nous subissent des déclassements. Un certain nombre viennent de perdre entre 500 et 600 F par mois à l'occasion de changement de poste et cela va être de plus en plus fréquent.

Pourtant, BSA est une société riche. Le P-DG c'est Riboux il possède Evian, Gervais-Danone, Kronenbourg, Fali, des usines en Allemagne, en Hollande, en Belgique et on ne sait pas tout. Il dit qu'il est de gauche. En tout cas il n'y a que les profits qui l'intéressent.

A'ors, aujourd'hui par exemple, on fait des grèves. On ne veut pas se laisser faire mais c'est dur surtout que beaucoup espèrent que ce seront les autres qui seront touchés. C'est un mauvais calcul car en fait nous sommes tous visés. »

Correspondant LO

" NOUS SOMMES TOUS DES JUIFS ARABES EN ISRAËL "

DE IGAAL NIDDAM

Réalisé par un Juif d'Orient vivant en Suisse, ce documentaire donne la parole durant deux heures aux Juifs orientaux et aux Arabes d'Israël.

Les Juifs venant du Yemen, du Maroc, d'Egypte ou de pays d'Afrique du Nord, forment aujourd'hui plus de la moitié de la population juive d'Israël. Mais, ils ne sont pas considérés pour autant comme des citoyens égaux aux Juifs d'Europe de l'Est dont l'émigration est plus ancienne et qui monopolisent les meilleures places tant dans l'armée, l'économie que la politique.

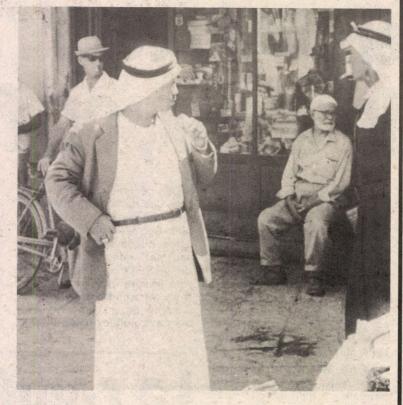
On nous montre ainsi une famille ouvrière d'origine marocaine qui vit à huit dans un tout petit ap-partement et le commentaire fait d'interviews rappelle à juste titre que la classe ouvrière d'Israël est majoritairement composée de Juifs orientaux. Traités en citoyens de seconde zone, ceux-ci accusent d'injustice la société israélienne et bien évidemment en rendent responsables les Juifs d'Europe de l'Est, sans pour autant mettre en cause la nature même de l'Etat israélien.

Mais le propos d'Igaal Niddam n'est pas tant de décrire la situation des Juifs arabes en Israël que de démontrer que toute solution politique au Moyen-Orient passe par eux. C'est donc avec une optique bien déterminée qu'il a fait son film, et c'est au travers de témoignages bien choisis et d'interviews dont les questions sont très orientées qu'il entend faire sa démonstration.

Il explique ainsi que les Juifs arabes sont les seuls véritables sionistes, les seuls détenteurs de la culture juive, et qu'ils sont les seuls enfin, de par leurs traditions, leur langue, à pouvoir dialoguer avec les Arabes. Donner aux Juifs arabes une représentation politique proportionnelle à leur importance numérique, nommer un Juif arabe comme représentant d'Israël à l'ONU, telles sont des mesures qui, selon l'auteur, permettraient d'améliorer les relations avec les pays et les masses arabes. Et les témoignages des Palestiniens sont là pour expliquer, soit que Juifs arabes et Arabes sont proches, soit (parce qu'Igaal Niddam est sioniste, mais contre la politique d'annexion des territoires menée par Israël), qu'il faut la création d'un Etat palestinien.

C'est ainsi qu'Igaal Niddam ne retient de l'interview du maire palestinien de Ramallah (ville située en territoire occupé) que les propos suivants : « Nous parlons toujours arabe avec les Juifs arabes.. Je leur dis : vous êtes des Arabes, pas des Israéliens, pas des sionistes » !

Et tous les témoignages de Palestiniens montrent que finalement, eux non plus, ne sont pas si malheureux que cela en Israël: ils y ont du travail, le droit de vote, et ils ont même pu élire un maire palestinien proche de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) dans une ville en



territoire occupé.

Certes, les Palestiniens qui vivent en Israël sont certainement moins misérables que ceux qui vivent dans des camps de réfugiés. Mais de leur humiliation, de leur haine contre l'Etat qui les a spoliés, qui occupe les territoires qui leur appartenaient, Igaal Niddam ne dit rien, même si au cours de certaines interviews, ces sentiments apparaissent quand même.

Tout le film d'Igaal Niddam se résume donc à dire « Les Juifs arabes comprennent les Arabes. Ils connaissent leurs mœurs » donc ils sont plus aptes à entamer un dialogue.

Même s'il est évident que les Juifs orientaux sont plus

proches des Arabes que les Juifs venus d'Europe ou des Etats-Unis, résumer à cela les solutions au Moyen-Orient est pour le moins simpliste. Car la proximité culturelle ne change rien. Les Allemands et les Français se sont faits plusieurs fois la guerre, et pourtant leur mode de vie est très proche! Le problème qui se pose au Moyen-Orient n'est pas un problème d'incompréhension culturelle comme le dit Igaal Niddam. C'est le problème du nationalisme, de l'existence d'Etats différents et antagonistes. C'est le problème de l'intervention de l'impérialisme qui a fait d'Israël un gendarme contre les pays arabes.

Anne SEVILLE

SELECTION

Films récents

LA VIE DEVANT SOI, de Moshe Mizrahi.

Tiré du roman d'Emile Ajar. La solidarité, l'amour entre un jeune Arabe et une vieille juive dans le quartier cosmopolite de Bellevil-

Capri (2°) - Marivaux (2°) - Jean-Cocteau (5°) - Paramount-Odéon (6°) - Paramount-Elysées (8') - Publicis Champs-Elysées (8') - Paramount-Gobelins (13°) - Paramount-Galaxie (13°) - Paramount-Or!éans (14°) - Paramount-Montparnasse (14°) - Convention St-Charles (15°) - Murat (16°) - Paramount-MaiNot (17°) - Moulin-Rouge (18°).

HARLAN COUNTY USA, de Barbara Kopple.

L'Amérique des luttes ouvrières et de la misère. La longue grève des mineurs du comté de Harlan de 1973. A ne pas manquer.

Studio St-Séverin (5°) - Action La Fayette (9°).

UNE JOURNEE PARTICULIE-RE, d'Ettore Scola.

Mussolini reçoit Hitler à Rome en grande pompe. Pendant ce temps un homme et une femme en marge des événements se rencontrent... Un excellent film.

Cluny Ecoles (5°) - UGC Danton (6°) - Biarritz (8°) - Cinémonde (9°) - Athéna (12°) - PLM St-Jacques (14°) - Bienvenue (15°).

ANNIE HALL

Une comédie de Woody Allen, en grande partie autobiographique.

Studio Alpha (5°) - Paramount Elysées (8°) - Paramount Opéra (9°) - Paramount Montparnasse (14°).

DES ENFANTS GATES, de Bertrand Tavernier.

Dans le Paris actuel, l'action d'un comité de locataires mêlée à une histoire sentimentale.

Studio de la Harpe (5°).

PARADIS D'ETE, de G. Lindbloom.

Un bel été suédois dans une propriété familiale. Mais, malgré la vie protégée qu'on y mène, les inquiétudes et les problèmes se font jour. Un fi'm sympathique par les questions qu'il pose.

Studio des Ursulines (5°) -

"Audrey Rose"

DE ROBERT WISE

« Audrey Rose », le film de Robert Wise, est un plaidoyer en faveur... de la réincarnation! Lorsque quelqu'un meurt, son âme quitte le cadavre pour aller se nicher dans un autre corps. C'est ce qui arrive dans le film à l'âme d'une petite fille. On ne sait pas trop si Robert Wise croit vraiment à ces sornettes ou si — amateur de films rentables — il vise ainsi un certain public avide de mysticisme.

Malgré le jeu juste et assez retenu de certains acteurs, particulièrement celui de Marsha Mason, le spectacle ne vaut pas le déplacement.

P.L.

Parmi les films plus anciens

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES, d'Ettore Scola.

Trois vies, dans l'Italie de 1944 à nos jours. Un film drôle et émouvant.

La Clef (5°) - Racine (6°).

LITTLE BIG MAN, d'A. Penn.

Près d'un siècle d'histoire des Etats-Unis vue au travers des tribulations d'un aventurier sympathique.

Noctambules (5°).

FESTIVAL CHARLOT. Nickel Ecoles (5°).

LES ENFANTS DU PARADIS, de M. Carné.

Un chef-d'œuvre de la collaboration Carné-Prévert-Cosma.
- Dominique (7°).

Bobby Deerfield

DE SYDNEY POLLACK

Bobby Deerfield, c'est le nom d'un célèbre coureur automobile, interprété par Al Pacino. Au cours d'une de ses courses, un ami, lui aussi coureur, est tué au volant d'une voiture semblable à la sienne. Et Bobby est poursuivi par şa mort, la mort qu'il frôle à chaque compétition. Et c'est une folle recherche des raisons de l'accident qui l'anime. Dans ses recherches, il rencontre Lilian — Marthe Keller — dont il va tomber amoureux.

Si Bobby risque sa vie chaque fois qu'il court, Lilian, elle, est mourante; elle le sait mais le cache sous une vitalité débordante, entrecoupée de crises d'angoisse. Bobby, lui, semble vivre au ralenti, comme dans un rêve. Peu habitué à laisser percer ses sentiments, il cherche à comprendre Lilian. Pas de « mâle »



sûr de lui et dynamique, ni de « femme-objet » soumise et sans personnalité; pas de clichés ni d'exagération. Les acteurs jouent bien et sont émouvants. Bien sûr le milieu dans lequel vivent les personnages est privilégié; on a le

temps d'aimer et de vivre. Mais le film a le mérite de donner une vision humaine des rapports entre hommes et femmes. Pas un grand film, mais sympathique.

Odette DYLAN

Les autobiographies de deux leaders du Parti Socialiste

"La plume au poing "DE CLAUDE ESTIER "Héritiers de l'avenir "DE PIERRE MAUROY Avec du vieux, on fait du neuf

Deux principaux responsables du Parti Socialiste viennent de publier des autobiographies politiques — c'est la mode ces temps-ci — : Claude Estier avec La plume au poing et Pierre Mauroy avec Héritiers de l'avenir.

Disons tout de suite que ces livres n'apportent pas grandchose, ni faits réellement intéressants, ni renseignements sur l'histoire du PS. « Héritiers » non pas de « l'avenir », mais d'un lourd passé. Estier et Mauroy se consacrent essentiellement à justifier, à prouver que le Parti Socialiste actuel n'aurait rien à voir avec la vieille SFIO.

Pour Claude Estier, la tâche est plus facile : exclu de la SFIO en 1947 avec ses amis de la « Bataille socialiste », il reste un peu en marge en tant que journaliste jusqu'à son adhésion en 1965 à la Convention des Institutions Républicaines de Mitterrand. Ce petit détour politique d'Estier lui permet de se désolidariser à bon compte de la politique du Parti Socialiste pendant la guerre d'Algérie, même s'il tient au passage à donner quelques excuses à Guy Mollet et surtout à son héros, François Mitterrand, dont il explique les positions pro-Algérie Française en ces termes: « Avec le recul du temps, il est possible de parler d'erreur ou d'aveuglement. Mais en novembre 1954, à de rares exceptions près, l'opinion francaise était profondément convaincue que l'Algérie c'était la France, et quiconque mettail en doute ce postulat et ne pouvait être qu'un traître ». Et Claude Estier conclut alors son livre en se présentant comme la garantie vivante que le Parti Socialiste « nouvelle manière » ne risque plus de trahir ses promesses: « Plus de trente ans de fidélité au même idéal peuvent donner quelque valeur à l'engagement que je prends en disant que si, un jour, le Parti Socialiste n'était plus cela » — c'est-à-dire le rassembleur « de tous les travailleurs, du front de classe de tous les exploités » — « je cesserai aussitôt d'en être. Je ne vois pas ce risque se profiler à l'horizozn ».

Pierre Mauroy, lui, est toujours resté à la SFIO, même pendant ce qu'il appelle « les heures les plus sombres », c'est-à-dire la guerre d'Algérie. Alors il se doit, plus que son collègue de chercher des excuses à la SFIO : l'envol par Jules Moch et la police et de l'armée contre les mineurs en grève en 1948, fait, pour Mauroy, parti de « ces meurtrissures qui, ici ou là, n'en finissent pas de se cicatriser ». Mais la SFIO n'avait pas le choix, explique Mauroy; il lui fallait prendre ses responsabilités dans les gouvernements de Troisième Force pour sauver la IV° Répubilque « face aux deux périls menaçants » : le Parti Communiste et le RPF de De Gaulle. En ce qui concerne l'Algérie, si Guy Mollet a trahi ses promesses électorales de 1956 et s'est engagé dans la guerre, c'est que, voyez-vous, recevant des tomates à Alger il n'avait pas pu supporter « lui un socialiste, se trouver face au peuple, haï par lui ». Et puis surtout, explique Mauroy, Guy Mollet était un socialiste doctrinaire qui « n'avait pas assimilé les nationalismes. Il les rejetait même, au nom d'un internationalisme mal compris ». C'est par pureté en quelque sorte que Guy Mollet aurait rappelé le contingent en Algérie, fait raser les villages, couvert la torture, en voyé les paras à Suez...

Décidément, si les autobiographies de Mauroy et d'Estier prouvent quelque chose, c'est bien que les politiciens socialistes d'aujourd'hui, qu'ils fassent partie des anciens cadres de la SFIO ou des ralliés de plus fraîche date, ressemblent à s'y méprendre à ceux d'hier. Comme ils ressemblent d'ailleurs aux politiciens bourgeois,

aux Delors et Pisani, que Mauroy évoque comme des « personnalités de valeur que le hasard avait placées un temps du côté de la majorité ».

A coup sûr, ce ne sera pas le « hasard » si demain, les Pierre Mauroy et Claude Estier sont à la direction d'un parti de gouvernement qui mène une politique anti-ouvrière, et cette fois-ci, pas seulement « la plume au poing ».

Olivier BELIN

Héritiers de l'avenir de Pierre Mauroy - Editions Stock - 45 F.

La plume au poing de Claude Estier - Editions Stock -

La comédie du pouvoir

DE FRANÇOISE GIROUD

« Choisir les gouvernants par l'élection, c'est bien. Ne pas compter sur eux pour changer, ni gérer la vie, c'est mieux ». C'est la conclusion que tire Françoise Giroud après trois ans de participation au pouvoir dans le gouvernement Chirac en tant que secrétaire d'Etat à la Condition féminine, puis dans le gouvernement Barre, comme ministre de la Culture.

Mais ceux qui attendraient de ce livre quelques révélations seront déçus : l'auteur nous initie, il est vrai au protocole de l'Elysée, à la hiérarchie de rigueur entre les différents membres du gouvernement, au subtil protocole téléphonique ; elle décrit avec une verve certaine les frictions entre administrations rivales, l'incroyable lourdeur bureaucratique ; elle dépeint plaisamment l'ennui qui règne au Conseil des ministres où la somnolence guette à tout moment les différents membres de l'honorable assistance, où il est pratique de faire son courrier personnel à moins de préférer correspondre entre collègues au moyen de petits billets empruntant non pas le circuit le plus court mais celui qui évitera les yeux du Président...

Mais ce sont des anecdotes superficielles, entrecoupées de formules du genre : « L'Etat doit servir. On ne doit ni s'en servir, ni s'y asservir ».

L'objectif essentiel du livre de Françoise Giroud semble être de justifier sa propre présence au gouvernement en réglant au passage quelques comptes avec Chirac. Il convenait à Chirac, écrit-elle, « que le secrétariat d'Etat à la Condition féminine apparaisse comme l'expression d'un intellectualisme parisien vaguement pervers. Quitte à récupérer ses initiatives si elles avaient de l'écho dans l'électorat ». Elle semble oublier seulement que Chirac n'eut guère besoin de « récupérer » ses initiatives, tellement cellesci furent discrètes, et surtout que ce secrétariat d'Etat luimême ne fut créé par Giscard que pour redorer le blason de son gouvernement auprès de l'électorat féminin.

Françoise Giroud soupçonne Chirac et bien d'autres de confondre leur intérêt particulier avec l'intérêt général.

Mais Giscard d'Estaing, par contre serait au-dessus de tout soupçon.

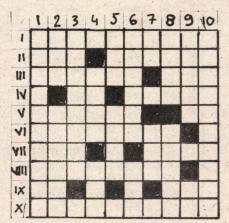
Pour elle, cet homme « intègre » qui serait même plutôt de gauche parce qu'il mise sur la raison et non sur l'obscurantisme, fait, en quelque sorte, ce qu'il peut. Et ce qu'il ne peut pas... et ne veut pas, cela tiendrait seulement à ce qu'il lui manque les défauts indispensables aux hommes de pouvoir de sa classe : « L'instinct du tueur » qui ne fait jamais grâce à ses adversaires, instinct que possèderait par contre à merveille Jacques Chirac...

Quand Françoise Giroud attaque Chirac, c'est pour pouvoir mieux encenser Giscard. Et finalement, le titre du livre et les quelques critiques envers le mode de fonctionnement du gouvernement, et de l'administration ne font qu'enrober un plaidoyer personnel pour Giscard d'Estaing.

La comédie du pouvoir de Françoise Giroud - Editions

Fayard - 36 F.

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Ne brûlent pas par tous les bouts. — II. Début de la fortune - Ça presse. — III. A la portée de n'importe quelle cloche - Peu la touchent, beaucoup la payent. — IV. Extrémités de l'âme - Retirait. — V. Souvent pressé - Forme d'avoir. — VI. On ne plaisante plus lorsqu'ils sont en jeux. — VII. Sa tenue est légère - En'evât. — VIII. Femme d'ordre. — IX. Connu - Attaché. — X. Fondamentaux.

VERTICALEMENT. — 1. Toute en finesse. — 2. Dure pour les pauvres - S'invitent trop souvent. — 3. Ménagent leurs montures pour voir du pays. — 4. Fait souvent partie de l'héritage - Aurochs. — 5. Devient grave - Demande de la voix. — 6. Faux - Classement désordonné. — 7. Sus la tangente - Possessif. — 8. Suça - Peut faire parler une tombe. — 9. Sentiment de convoitise - Pronom. — 10. Agrémentent les consoles.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT



LE DERNIER GONCOURT

John l'enfer

DE DIDIER DECOIN

Ce roman qui vient de recevoir le prix Goncourt est l'histoire de quatre personnages: Dorothy Kaynes, une jeune sociologue qu'un accident de surf a rendue provisoirement aveugle, Anton Mysha, officier de marine, Juif polonais en exil, John l'Enfer, Indien cheyenne laveur de carreaux au flanc des gratte-ciel et enfin le plus important des quatre, la ville de New York.

Au travers des amours et des errances des trois premiers, la capitale américalne est en effet le véritable sujet du livre. C'est la décadence de la grande cité que Didier Decoin, mêlant sans cesse la description véridique et le détail imaginaire, s'attache à décrire : c'est l'apocalypse qui la menace qui marque toutes les pages en filigrane. Seul parmi tous ses habitants, John l'Enfer pressent cette apocalypse parce qu'il a des envies de prairies sauvages et de rivières non polluées.

L'auteur évoque ou fil des pages l'effondrement imminent des gratte-ciels, rongés de l'intérieur et, qui, certains soirs, exhalent un nuage de plâtre au-dessus des rues : il met en scène l'éclatement d'un grand collecteur dont les eaux fétides envahisent le sous-sol pendant qu'en surface, une invasion de chiens errants venus des montagnes provoque la peur des habitants.

Dans ce décor de fin du monde s'agitent avec déri-

sion le ballet des politiciens engagés dans la course à la mairie, tes fous affairistes, comme ce médecin qui achète en viager les reins et les cœurs de ses clients en vue de les utiliser pour des greffes d'organes le jour où ils voudront bien se suicider proprement comme le stipule leur contrat.

Il est impossible de vivre à New York et la seule facon d'échapper à l'étouffement insidieux qui menace ses habitants est d'en sortir : telle est finalement la conclusion du livre.

Le pessimisme qui im-prègne ce roman le mal de vivre des personnages ont toutefois que/que chose d'artificiel et de superficiel. Et on se demande si ce n'est pas parce qu'il s'agit d'idées à la mode que Didier Decoin verse dans le pessimisme intellectuel et les clichés écologistes. Il sait camper un décor et faire surgir une scène dramatique en quelques phrases. Mais ses personnages ne sont que des ombres solitaires et sans consistance, ballotés de droite à gauche, des pantins dérisoires pour lesquels il est impossible d'éprouver le moindre attachement. Cela sent l'exercice de style et laisse le lecteur insatisfait.

John l'Enfer de Didier Decoin - Editions du Seuil -324 pages - 45 F.

Pierre VERNANT

Electro-nucléaire danger

GROUPEMENT DE SCIENTIFIQUES POUR L'INFORMATION SUR L'ENERGIE NUCLEAIRE

Cette brochure est la réédition actualisée d'une plaquette publiée en 1975 sous le titre « Risques et dangers du programme électronucléaire » par un groupe de physiciens de l'Université d'Orsay.

Ceux-ci passent en revue tous les problèmes de sécurité et de pollution radioactive que posent les centrales nucléaires, en étudiant les réponses officielles qui y sont apportées. Les risques d'accidents, de fuites, voire d'explosion nucléaire (pour ce qui concerne les surgénérateurs), sont-ils vraiment négligeables? Les possibilités de concentration par certaines alques ou certains animaux des déchets liquides ou gazeux, et leur absorption par l'homme en bout de chaîne alimentaire ont-el'es été étudiées ? Comment se règle le problème du stockage des déchets solides dont la radioactivité semble beaucoup plus durable que les containers qui les protègent? Les conséquences biologiques et génétiques de la radioactivité si mal connues, font-elles objet d'une étude approfondie?

A toutes ces questions, les auteurs montrent que le gouvernement répond à la légère, mettant en valeur systématiquement les rapports qui lui sont favorables, fixant des limites de sécurité très optimistes, tenant secrets certains prélèvements et contrôles. Même les propres normes gouvernementales de sécurité ont déjà fait l'objet de dérogations officielles pour des « nécessités de service ».

Alors les auteurs s'inquiètent : qu'arrivera-t-il lorsque les centrales nucléaires seront soumises aux mêmes lois de profit et de concurrence que le reste de l'industrie?

« On sait — affirment-ils en conclusion de leur ouvrage que la pollution des centrales



Fûts de stockage des déchets radioactifs. Comment régler le problème du stockage des déchets solides, dont la radioactivité semble plus durable que les containers qui les protègent?

thermiques classiques et des industries chimiques est très importante et que très peu est fait pour l'éviter, voire pour appliquer les règlements en vigueur... Maintenant on se propose de développer une industrie nucléaire massive pour laquelle les normes de sécurité prendront une dimension nouvelle. Peut-on réellement penser que cette fois tout sera fait pour que ce développement se déroule en toute sécurité... Déjà certains milieux officiels déplorent les mesures de sécurité actuelles, jugées trop contraignantes et responsables selon eux de la difficulté pour l'industrie nucléaire à se développer de manière compétitive ».

Effectivement, nous n'avons aucune raison de supposer que le gouvernement et les capitaiistes en prendront moins à leur aise avec cette forme d'énergie qu'avec les autres. Et c'est cette société où le profit passe avant les règles de sécurité, au mépris total de l'opinion et de la vie des gens, qui, plus que l'implantation des centrales nucléaires, constitue le vrai danger. Et pour éviter les dangers liés à cette forme d'énergie il ne suffira pas, contrairement à ce que pensent les auteurs de la plaquette d'un moratoire de quelques années. Il faudra abattre le capitalisme. Alors là peut-être pourra-t-on utiliser sans danger l'énergie nucléaire.

Ceci dit, la plaquette est bien documentée et fort utile à quiconque s'inquiète devant la politique gouvernementale en la matière.

Gaston DEVAU

Electronucléaire : danger par un groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire - Editions du Seuil - 10 F.

SELECTION TELEVISION

Dimanche 27 novembre

TF1 - 19 h 25 - Les animaux du monde : le nocturama, de Berlin. L'émission montre les animaux du vivarium de Berlin : varans, iguanes, salamandre géante...

TF1 - 22 h15 - L'Afrique convoitée. Quatrième émission de cette série qui est consacrée à l'Afrique des traditions.

Lundi 28 novembre

TF1 - 20 h 30 - L'avenir du futur : un débat sur le thème « Vivrons-nous plus longtemps demain? » avec des spécialistes de la démographie et de la gérontologie. En introduction au débat un film : Traitement de choc, d'Alain Jessua, avec Annie Girardot, Alain Delon. Un film d'épouvante où l'on voit des curistes riches et vieillissants se refaire une jeunesse dans des conditions étranges.

FR3 - 20 h 30 - Cinéma public : Madame croque-maris, de Jack Lee Thompson, avec Shirley Mac Laine, Paul Newman, Dean Martin, Gene Ke'ly. Une comédie musicale américaine. Pas la meilleure du genre.

Mardi 29 novembre

TF1 - 20 h 30 - L'irréel : Rembrandt. Malraux à la découverte de Rembrandt. La grandiloquence de Malraux nous permettra-telle de découvrir le peintre ?

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Les Dossiers de l'écran : Les Français et les partis politiques. Il n'y aura pas de film ce soir-là aux Dossiers de l'écran, mais la présence de Yves Guéna, du RPR, d'un représentant du PR, de Robert Fabre, Radical de gauche, Claude Estier, du PS, Georges Marchais, pour le PCF. Les producteurs déclarent qu'au cours de cette émission, ils veulent « refuser de jouer le jeu de l'électoralisme ». Mais leurs invités sont des professionnels de l'électoralisme. FR3 - 20 h 30 - Western : Le ju-

gement des flèches, de Samuel Fuller, avec Rod Steiger.

TF1 - 21 h 30 - Lettres d'un bout du monde : l'Espagne. Divorce à l'espagnole. Une femme lutte pour imposer le droit au divorce en Espagne.

Mercredi 30 novembre

FR3 - 20 h 30 - Film : Plein soleil, de René Clément, avec Ma-

rie Laforêt, Alain Delon. Un suspense policier psychologique, d'après un roman de Patricia Highsmith.

TF1 - 22 h - Emission médicale d'Igor Barrère et Etienne Lalou : Le cerveau.

ANTENNE 2 - 22 h 25 - La parole à 18 ans : justice et société. Des jeunes sont interrogés sur ce qu'ils pensent de la justice.

Jeudi 1er décembre

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Théâtre : On ne badine pas avec l'amour, d'Alfred de Musset. Mise en scène de Caroline Huppert, avec Isabelle Huppert. Une bonne pièce de Musset.

Vendredi 2 décembre FR3 - 20 h 30 - Vendredi : faits et société « quelques agriculteurs qui ne trouvent pas de femmes ».

La solitude pèse lourd dans les fermes isolées : les hommes ont assiégé les agences matrimoniales qui n'ont pas grand monde à leur proposer... sinon des Mauriciennes qui croient fuir la misère de leur pays pour accéder à une France de rêve.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - Apostrophes : Ils ont eu le prix Goncourt, avec Béatrix Beck, Jacques Laurent, Pierre Gascar et Didier Lecoin.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - Cinéclub : Le chanteur de jazz, avec Al Jonson. C'est le premier film parlant... et chantant.

Dimanche 4 décembre

TF1 - 20 h 30 - Film : L'homme de Rio, avec J.-P. Belmondo. TF1 - 22 h 55 - Questionnaire Françoise Dolto.

RÉPRESSION EN IRAN:

Les chefs d'États américain et français complices

Depuis la mi-novembre, les manifestations de l'opposition en Iran se sont multipliées, toutes sauvagement réprimées : d'après les informations du Comité anti-répression en Iran à Paris, cette répression aurait fait en une semaine une quarantaine de morts et plusieurs centaines d'arrestations. Et ce sont non seulement les policiers de la SAVAK (la police secrète iranienne) qui interviennent, mais aussi depuis quelque temps commandos prétendument civils qui peuvent se permettre n'importe quoi.

Ces commandos encadrés par des agents de la SAVAK étaient intervenus pour disperser les milliers d'étudiants rassemblés à l'université de Téhéran le 15 novembre dernier. Les étudiants, après avoir occupé toute la nuit un bâtiment de l'université manifestaient le lendemain, mercredi 16, pour protester contre les arrestations de la veille. La police et ses supplétifs ont alors chargé le cortège, armés de matraques, de couteaux et de revolvers, faisant seize morts et plusieurs dizaines de blessés.

Les étudiants décrètèrent une « journée de deuil général » le lundi 21 novembre. Les forces de répression sont encore intervenues ont dispersé les rassemblements et ratonné dans toute l'université... Le professeur d'histoire Homa Nategh et l'écrivain Neamat Merzadeh étaient enlevés : on les retrouvait plus tard inanimés dans un état grave.

Le lendemain, c'est un millier de personnes qui se réunissaient à nouveau dans l'université à l'occasion d'une fête islamique, au cours d'un rassemblement auquel participaient un ancien ministre de Mossadegh ainsi que d'autres dirigeants du Front National (opposition modérée). Les commandos civils ont été amenés à bord de camions pour disperser le rassemblement.

C'est ce dictateur sanglant qui déjeunait vendredi 18 novembre avec le « libéral » Giscard d'Estaing. Evidemment, on ne peut pas passer de fructueux « marchés du siècle » avec le Chah d'Iran qui rapportent des profits fabuleux aux industriels français sur la sueur et le sang du peuple iranien et

faire le dégoûté... Quelques jours avant, c'était par son ami, le « défenseur des Droits de l'Homme », Jimmy Carter, que le Chah d'Iran était reçu. Et ce dernier s'est bien gardé de protester d'une quelconque façon contre cette violente répression. Il est vrai que les Etats-Unis achètent à l'Iran la moitié de sa production pétrolière, lui fournissent en échange chaque année plusieurs milliards en dollars d'armes américaines, et que quelque trente-cinq mille « conseillers américains » en Iran aident à faire jouer à cette sinistre dictature le rôle de « gendarme » (comme s'en vante le Chah luimême) dans la région du gotfe persique...

O.B.

A RENAULT-BILLANCOURT

le P-DG contraint d'écouter les travailleurs... à deux doigts des moustaches

Jeudi 24 novembre, il y avait de l'ambiance à la Régie Renault de Billancourt

Verniez-Pailliez, P-DG de la Régie, venait faire sa tournée des popotes chez les cadres du service des Méthodes mécaniques.

Dès son arrivée, à 9 heures, les employés et techniciens débrayaient et les délégués lui remettaient une lettre réclamant la suppression d'une clause du nouveau contrat de travail modifié par la direction, et le rétablissement de leur promotion, supprimée pour refus de signer ce nouveau contrat. La direction promettait une réponse pour l'après-midi. Après une demi-heure, les techniciens des Méthodes reprenaient le travail.

A 9 h 30, le P-DG réunissait les cadres des Méthodes. A 10 heures, les grévistes, anciens lock-outés du département 38, sont venus « participer » à cette réunion où ils n'avaient pas été conviés.

Les délégués du 38 réclamaient des négociations.

De nombreux travailleurs en grève sont venus s'exprimer pour reprocher au P-DG le mépris avec lequel on les traite. Devant son refus, il fut apostrophé : « Cet homme, il a une pierre à la place du cœur ». S'adressant aux cadres, les délégués syndicaux leur ont donné la possibilité de partir. Ils sont restés « solidaires » du P-DG.

A 14 heures, sans avoir mangé, P-DG et cadres voyaient défiler toutes les délégations dans la salle. A partir de ce moment, Vernier-Pailliez répétait « Je ne négocierai pas sous la contrain-

Par deux fois, il essaya de se sauver avec ses cadres. Mais à chaque fois les travailleurs fermèrent les portes et tout ce beau monde fut obligé de se rasseoir.

Le P-DG fut « libéré » à 18 h 45, lorsque le secrétaire général de la CGT Renault demanda aux travailleurs de partir, en prévoyant pour le lendemain une délégation de dix travailleurs du 38 au siège social où se tient Vernier-Pailliez.

En fait, le P-DG n'a rien cédé, mais il a dû, toute la journée, entendre ce que les travailleurs avaient sur le cœur, à deux doigts des moustaches.

Interdiction du meeting de soutien au peuple Sahraoui :

LORSQUE LES INTERETS DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS SONT EN JEU, GISCARD NE S'EMBARRASSE PAS DES DROITS DEMOCRATIQUES

Le gouvernement français a interdit la tenue du meeting de soutien au peuple sahraoui que comptait organiser le CETEDIM (Centre d'étude anti-impérialiste) mercredi 23 novembre à Paris. Il s'agit là d'une mesure exceptionnelle appliquée, non pas à une manifestation, mais à une réunion en salle fermée.

C'est que, dans le conflit qui oppose le peuple sahraoui à la Mauritanie et au Maroc, l'impérialisme français a choisi son camp : il a de gros intérêts dans les mines de fer et de phosphates de la région.

C'est pour cela qu'il a mis en place des troupes prêtes, si nécessaire, à intervenir aux côtés du Maroc et de la Mauritanie; la question du « sauvetage » des techniciens français otages du Polisario n'est qu'un prétexte pour faire accepter à l'opinion publique une éventuelle guerre coloniale.

C'est pourquoi la tenue d'un meeting de soutien au peuple sahraoui a semblé intolérable au gouvernement français; lorsque les intérêts de l'impérialisme français sont en jeu, toute façade démocratique disparaît.

Le mouvement écologiste divisé par les voix qu'il n'a pas encore eues

Le week-end dernier, une assemblée générale d'Ecologie 78 réunissait les délégués régionaux de ces différents groupes écologistes. Il s'agissait de définir la position du mouvement face aux élections.

Au moment des dernières élections municipales — et jusqu'à aujourd'hui — le mouvement écologiste, dans son ensemble, se voulait résolument « apolitique » et renvoyait dos à dos politiciens de droite et de gauche. Il n'attendait en effet — et à juste titre — pas plus de la gauche que

de la droite, la solution aux problèmes écologiques Et si la gauche est aussi incapable que la droite de résoudre ces problè-mes, c'est parce que ceux-ci ne peuvent trouver aucune solution dans le cadre de la société capitaliste : ils sont la conséquence, directe, inséparable, de la course au profit et à la rentabilité, et la gauche, justement, se refuse à mettre en cause cette société. Seulement, les mouvements écologistes ne la remettent pas plus en cause. Et quand ils se déclarent « apolitiques », ils se refusent en fait à faire ce choix social et à combattre pour une autre société.

Aujourd'hui qu'approchent les échéances électorales, une fraction du mouvement écologiste remet en cause son parti-pris « anti-politique » systématique. Les écologistes sont en effet confrontés à un problème : leur score non négligeable des dernières municipales pourrait, lors des prochaines législatives, s'il se confirmait, avoir des conséquences... politiques sur le résultat des élections. Et il n'est pas sûr que parmi les écologistes, tous souhaitent faire un score... au-

delà de leurs espérances. Car, qui sait, un tel score pourrait peser de fait, et malgré eux, sur la composition de la future assemblée. Et cela gêne certains des écologistes qui, justement, ne contestent pas les choix sociaux traditionnels.

En tous cas, il est bien caractéristique des hésitations des écologistes en cette période de campagne électorale, que sa fraction, disons de gauche, dont Brice Lalonde est l'un des plus représentatifs, ait été la première à préconiser à l'égard des partis une politique plus souple, en se prononçant contre le maintien systématique des candidats écologistes au second tour, voire en envisageant la possibilité de soutenir, ou au moins de ne pas concurrencer des candidats qui « reprendraient les points du programme écologiste ». C'est ce qu'ont déclaré les Amis de la Terre et Brice Lalonde en quittant spectaculairement la réunion.

Voilà donc une affaire à suivre avant de pouvoir juger si les écologistes sont définitivement ou pas « pollués » par la politi-

Juliette ARONI